



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 56

## **Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Claude Ryan  
Ministre des Affaires municipales**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1992**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi apporte plusieurs modifications à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.*

*Il prévoit d'abord certains changements quant au contenu du schéma d'aménagement d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine. Le schéma devra dorénavant déterminer les zones où l'occupation du sol est soumise à des contraintes, non seulement pour des raisons de sécurité publique comme actuellement, mais aussi pour des raisons de protection de l'environnement des rives, du littoral et des plaines inondables. Le schéma devra également, de façon particulière, décrire et planifier l'organisation du transport terrestre. De façon facultative, la municipalité régionale de comté ou la communauté urbaine pourra déterminer dans son schéma les zones qui sont susceptibles de faire l'objet, de façon prioritaire, d'un aménagement ou d'un réaménagement. Elle pourra également déterminer les immeubles et les activités dont la présence ou l'exercice dans un lieu fait en sorte que l'occupation du sol dans le voisinage est soumise à des contraintes majeures pour des raisons de sécurité, de santé ou de bien-être des citoyens; toutefois, si l'immeuble dont la présence engendre de telles contraintes est une voie de circulation, celle-ci devra obligatoirement être désignée comme source de contraintes dans le schéma.*

*En conséquence de l'introduction des nouveaux éléments du schéma qui sont relatifs aux facteurs naturels ou humains engendrant des contraintes quant à l'occupation du sol, le projet de loi rend plus complets les pouvoirs des municipalités locales de régir ou de prohiber les usages du sol, les constructions, les ouvrages et les opérations cadastrales dans le voisinage de ces sources de contraintes. Le projet de loi étend en concordance le pouvoir, déjà prévu par la loi actuelle, d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine de se servir du document complémentaire au schéma pour obliger les municipalités locales à exercer leurs*

---

*pouvoirs de réglementation en matière de zones de contraintes et à prévoir des règles au moins aussi sévères que celles énoncées dans le document complémentaire.*

*Sur un autre plan, le projet de loi introduit des précisions majeures en ce qui concerne les règles selon lesquelles le gouvernement doit s'assurer que ses interventions sur un territoire assujetti à un schéma d'aménagement ou à un règlement régional de contrôle intérimaire sont conformes aux objectifs du schéma ou aux dispositions du règlement. Le projet de loi clarifie principalement la liste des interventions gouvernementales qui sont visées par ces règles, à la fois en catégorisant les interventions assujetties et en établissant certaines exceptions. Il modernise également le processus d'examen de la conformité de l'intervention gouvernementale, notamment en introduisant deux nouveautés; d'une part, il oblige la municipalité régionale de comté ou la communauté urbaine à se prononcer sur la conformité de l'intervention dans les 120 jours qui suivent la signification qui lui a été faite de l'avis décrivant l'intervention projetée, à défaut de quoi la conformité est présumée; d'autre part, le projet de loi prévoit que, une fois la conformité établie, l'intervention peut être réalisée malgré toute modification ultérieure du schéma ou du règlement de contrôle intérimaire et sans qu'il soit nécessaire de donner un nouvel avis, pourvu que l'intervention soit commencée dans les trois ans.*

*Le projet de loi modifie aussi la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme pour élargir et assouplir les pouvoirs des municipalités locales en ce qui concerne la constitution d'un fonds ou d'une réserve de terrains pour établir, améliorer ou maintenir des parcs ou des terrains de jeux ou pour préserver des espaces naturels. Ainsi, le projet de loi permettra désormais aux municipalités locales d'exiger à ces fins le versement d'une somme ou la cession d'un terrain, non plus seulement par le biais de son règlement de lotissement, mais aussi par l'intermédiaire de son règlement de zonage; dans ce second cas, le règlement de zonage pourra exiger le versement de la somme, l'engagement de céder un terrain ou les deux lorsqu'une personne demande un permis de construction dans le cadre d'un « projet de redéveloppement »; le règlement définira ce concept et déterminera quelle partie du territoire municipal est visée.*

*Par ailleurs, le projet de loi atténue la disposition de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme selon laquelle cette loi, un schéma d'aménagement, un règlement de contrôle intérimaire ou un règlement d'urbanisme ne peut avoir pour effet d'empêcher certaines activités faites conformément à la Loi sur les mines. Dorénavant, sous réserve des droits acquis, cette disposition ne couvrira plus*

*l'extraction de sable, de gravier ou de pierre à construire sur les terres privées, lorsque le droit à ces substances minérales est abandonné au propriétaire du sol.*

*Au point de vue des procédures prévues par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le projet de loi apporte de nombreux changements. Il édicte un nouveau processus de révision du schéma d'aménagement et de modification du plan d'urbanisme. Il modifie le processus de modification du schéma pour qu'il concorde autant que possible avec le nouveau processus de révision. Il clarifie les effets de l'entrée en vigueur d'un schéma révisé, d'un règlement modifiant le schéma ou d'un règlement modifiant le plan d'urbanisme. Il remanie également les dispositions relatives à l'élaboration, à l'adoption, à l'examen de la conformité et à l'entrée en vigueur des différents règlements d'urbanisme.*

*Enfin, le projet de loi apporte à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme diverses autres modifications qui ont pour but d'en améliorer l'application.*

*Outre la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le projet de loi modifie d'autres lois du domaine municipal sur deux sujets principaux. D'une part, il modifie le Code municipal du Québec et les lois constitutives des trois communautés urbaines pour permettre aux municipalités régionales de comté et aux communautés d'établir et d'exploiter des parcs régionaux. D'autre part, le projet de loi modifie la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec pour améliorer les règles relatives aux sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales.*

*Le projet de loi contient enfin les dispositions transitoires appropriées.*

#### **LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:**

- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);
  - Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
  - Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
  - Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1);
  - Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);
-

– Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3).



## Projet de loi 56

### Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

#### LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

**1.** L'article 1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié par la suppression du paragraphe 2°.

**2.** L'article 1.1 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 4° du deuxième alinéa.

**3.** L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des quatre dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: « ministres et ses mandataires lorsque ceux-ci projettent de faire une intervention à l'égard de laquelle s'appliquent les articles 150 à 157, dans la seule mesure prévue à ces articles. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « ministères » par le mot « ministres ».

**4.** L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **5.** Le schéma d'aménagement doit, à l'égard du territoire de la municipalité régionale de comté:

1° déterminer les grandes orientations de l'aménagement du territoire;

2° déterminer les grandes affectations du territoire pour les différentes parties de celui-ci;

3° déterminer tout périmètre d'urbanisation;

4° déterminer toute zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique, telle une zone d'inondation, d'érosion, de glissement de terrain ou d'autre cataclysme, ou pour des raisons de protection de l'environnement des rives, du littoral et des plaines inondables;

5° déterminer les voies de circulation dont la présence, actuelle ou projetée, dans un lieu fait en sorte que l'occupation du sol à proximité de ce lieu est soumise à des contraintes majeures pour des raisons de sécurité publique, de santé publique ou de bien-être général;

6° déterminer toute partie du territoire présentant pour la municipalité régionale de comté un intérêt d'ordre historique, culturel, esthétique ou écologique;

7° décrire et planifier l'organisation du transport terrestre et, à cette fin:

*a)* indiquer la nature des infrastructures et des équipements de transport terrestre importants qui existent, ainsi que l'endroit où ils sont situés;

*b)* compte tenu du caractère adéquat ou non des infrastructures et des équipements visés au sous-paragraphe *a*, de la demande prévisible en matière de transport et de la part anticipée du transport devant être assurée par les divers modes, indiquer les principales améliorations devant être apportées aux infrastructures et aux équipements visés au sous-paragraphe *a* et indiquer la nature des nouvelles infrastructures ou des nouveaux équipements de transport terrestre importants dont la mise en place est projetée, ainsi que l'endroit approximatif où ils seront situés;

8° *a)* indiquer la nature des infrastructures et des équipements importants qui existent, autres que ceux visés au paragraphe 7°, ainsi que l'endroit où ils sont situés;

*b)* indiquer la nature des nouvelles infrastructures ou des nouveaux équipements importants, autres que ceux visés au paragraphe 7°, dont la mise en place est projetée, ainsi que l'endroit approximatif où ils seront situés.

Le schéma doit également comprendre un document complémentaire établissant des règles minimales qui obligent les municipalités dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté à:



1° adopter des dispositions réglementaires en vertu du paragraphe 16° ou 17° du deuxième alinéa de l'article 113 ou du paragraphe 3° ou 4° du deuxième alinéa de l'article 115;

2° adopter, en raison de la présence actuelle ou projetée de toute voie de circulation déterminée conformément au paragraphe 5° du premier alinéa du présent article, des dispositions réglementaires en vertu du paragraphe 16.1° du deuxième alinéa de l'article 113 ou du paragraphe 4.1° du deuxième alinéa de l'article 115;

3° prévoir dans les dispositions réglementaires des règles au moins aussi contraignantes que celles établies dans le document complémentaire.

Pour l'application des paragraphes 7° et 8° du premier alinéa, est important toute infrastructure ou tout équipement qui intéresse les citoyens et contribuables de plus d'une municipalité ou qui est mis en place par le gouvernement ou l'un de ses ministres ou mandataires, par un organisme public ou par une commission scolaire. ».

**5.** L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

« **6.** Le schéma d'aménagement peut, à l'égard du territoire de la municipalité régionale de comté:

1° déterminer toute zone, principalement à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation, susceptible de faire l'objet, de façon prioritaire, d'un aménagement ou d'un réaménagement, établir la priorité entre les zones ainsi déterminées et déterminer pour une telle zone ou pour les différentes parties de celle-ci les affectations du sol et la densité approximative d'occupation;

2° déterminer la densité approximative d'occupation pour les différentes parties du territoire, hors de toute zone déterminée conformément au paragraphe 1°;

3° déterminer, pour un périmètre d'urbanisation ou pour les différentes parties de celui-ci, hors de toute zone déterminée conformément au paragraphe 1°, les affectations du sol qui présentent un intérêt pour la municipalité régionale de comté;

4° déterminer les immeubles, autres que les voies de circulation déterminées conformément au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 5, et les activités dont la présence ou l'exercice, actuel ou projeté, dans un lieu fait en sorte que l'occupation du sol à proximité de ce lieu est soumise à des contraintes majeures pour des raisons de sécurité publique, de santé publique ou de bien-être général;

5° décrire l'organisation du transport maritime et aérien en indiquant les modalités de l'intégration, dans le système de transport, des infrastructures et des équipements de transport maritime et aérien visés au paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 5 avec les infrastructures et équipements de transport terrestre visés au paragraphe 7° de cet alinéa;

6° décrire les propositions intermunicipales d'aménagement émanant d'un groupe de municipalités;

7° indiquer toute partie du territoire qui, en vertu de l'article 30 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1), est soustraite au jalonnement, à la désignation sur carte, à la recherche minière ou à l'exploitation minière.

Le document complémentaire prévu au deuxième alinéa de l'article 5 peut:

1° obliger toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté à adopter, pour tout ou partie de son territoire, le règlement prévu à l'article 116;

2° établir des règles minimales, outre celles établies conformément aux paragraphes 2° et 3° du deuxième alinéa de l'article 5, qui obligent les municipalités dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté à adopter des dispositions réglementaires en vertu du paragraphe 16.1° du deuxième alinéa de l'article 113 ou du paragraphe 4.1° du deuxième alinéa de l'article 115 et à y prévoir des règles au moins aussi contraignantes que celles établies dans le document complémentaire;

3° établir des règles générales dont doivent tenir compte, dans leurs règlements de zonage, de lotissement ou de construction, les municipalités dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté. ».

**6.** L'article 7 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1°, des suivants:

« 1.1° d'un document indiquant les coûts approximatifs des infrastructures et des équipements dont la mise en place est projetée pour l'aménagement ou le réaménagement prioritaire prévu dans toute zone déterminée conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 6;

« 1.2° d'un plan d'action, en vue de la mise en oeuvre du schéma, qui mentionne notamment les étapes de cette mise en oeuvre, les

municipalités, les organismes publics, les ministres et mandataires du gouvernement et les autres personnes susceptibles de participer à la mise en oeuvre, les moyens prévus pour favoriser la coordination des actions de ces participants et, dans le cas de l'aménagement ou du réaménagement prioritaire prévu dans toute zone déterminée conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 6, l'échéance prévue pour chaque étape de la mise en place des infrastructures et des équipements projetés;».

**7.** L'article 46 de cette loi est modifié par la suppression du quatrième alinéa.

**8.** L'intitulé de la section VI du chapitre I du titre I de cette loi est modifié par la suppression des mots « ET RÉVISION ».

**9.** L'article 47 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**47.** Le conseil de la municipalité régionale de comté peut modifier le schéma d'aménagement en suivant le processus prévu par la présente section. ».

**10.** L'article 48 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa du texte français, du mot « initie » par le mot « commence » ;

2° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « que celle par laquelle il adopte le projet de règlement » ;

3° par l'insertion, dans la sixième ligne du deuxième alinéa et après le mot « construction », des mots « , à son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale » ;

4° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa et après le mot « résolution », des mots « ou par une résolution ultérieure » ;

5° par l'insertion, dans la cinquième ligne du troisième alinéa et après le mot « intérimaire », des mots « , adopté par le conseil d'une municipalité, ».

**11.** L'article 49 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution ultérieure prévue au troisième alinéa de l'article 48, le secrétaire-trésorier en

signifie une copie certifiée conforme au ministre; il en transmet, en même temps, une telle copie à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission. Il en est de même à l'égard de la résolution qui abroge cette résolution ultérieure ou qui supprime, dans la résolution par laquelle le projet de règlement est adopté, la disposition relative au contrôle intérimaire. ».

**12.** L'article 50 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le ministre avise la municipalité régionale de comté, par écrit, de la date à laquelle il a reçu la copie. ».

**13.** L'article 51 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « de la signification » par les mots « qui suivent la réception ».

**14.** L'article 52 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot « de » par les mots « qui suivent ».

**15.** L'article 53 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « Même en l'absence de toute demande » par les mots « Dans tous les cas » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« L'obligation de tenir une assemblée publique ne s'applique pas à l'égard d'une résolution dont le seul objet est d'instaurer un contrôle intérimaire ou d'y mettre fin. ».

**16.** Les articles 53.1 et 53.2 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **53.1** La municipalité régionale de comté tient ses assemblées publiques par l'intermédiaire d'une commission créée par le conseil, formée des membres de celui-ci qu'il désigne et présidée par le préfet.

« **53.2** Le conseil de la municipalité régionale de comté indique toute municipalité sur le territoire de laquelle une assemblée publique doit être tenue.

Il fixe la date, l'heure et le lieu de toute assemblée; il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au secrétaire-trésorier. ».

**17.** L'article 53.3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de « Au moins 15 jours avant » par « Au plus tard le quinzième jour qui précède » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Cet avis » par les mots « L'avis de l'assemblée unique ou de la première des assemblées, selon le cas, » ;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du troisième alinéa et après les mots « celle-ci », des mots « , au plus tard le quinzième jour qui précède la tenue de l'assemblée unique ou de la première des assemblées, selon le cas, » ;

4° par le remplacement, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, des mots « prévu au premier » par les mots « visé au deuxième » ;

5° par la suppression, dans la sixième ligne du troisième alinéa, du mot « publique » ;

6° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Lorsqu'il est donné distinctement de l'avis de la première assemblée, l'avis de toute assemblée postérieure doit mentionner, outre ce que prévoit le premier alinéa, qu'une copie des documents prévus à l'article 48 et du résumé de ceux-ci peut être consultée au bureau de chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté. ».

**18.** L'article 53.4 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **53.4** Au cours d'une assemblée publique, la commission explique la modification proposée et, le cas échéant, ses effets sur les plans et règlements des municipalités. ».

**19.** L'article 53.5 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « par rapport au projet ».

**20.** L'article 53.6 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le ministre avise la municipalité régionale de comté, par écrit, de la date à laquelle il a reçu la copie. ».

**21.** L'article 53.7 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « de la signification » par les mots « qui suivent la réception » ;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, de « et aux projets visés à l'article 51 » par « que le gouvernement, ses ministres, ses mandataires et les organismes publics poursuivent ou entendent poursuivre en matière d'aménagement sur le territoire de la municipalité régionale de comté, y compris le plan d'affectation prévu à l'article 21 de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1), et aux projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'ils entendent réaliser sur ce territoire » ;

3° par le remplacement de la première phrase du deuxième alinéa par la suivante : « Doit être motivé l'avis qui indique que la modification proposée ne respecte pas ces orientations et projets. ».

**22.** L'article 53.8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **53.8** Dans le cas où l'avis du ministre indique que la modification proposée ne respecte pas les orientations et projets visés à l'article 53.7, le conseil de la municipalité régionale de comté peut remplacer le règlement modifiant le schéma par un autre qui respecte ces orientations et projets.

Les articles 48 à 53.4 ne s'appliquent pas à l'égard d'un nouveau règlement qui diffère de celui qu'il remplace uniquement pour tenir compte de l'avis du ministre. ».

**23.** L'article 53.9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, de « 51 ou, en l'absence d'avis, à l'expiration du délai prévu à l'article 53.7 » par « 53.7 ou, en l'absence d'avis, à l'expiration du délai prévu à cet article ».

**24.** L'article 53.10 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du premier alinéa et après le mot « construction », des mots « , à son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale ».

**25.** L'article 53.12 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, du premier mot « de » par les mots « qui suivent » ;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne du troisième alinéa et après le mot « règlement », des mots « s'il n'apporte au schéma que la modification nécessaire pour tenir compte de l'avis » ;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Les quatre premiers alinéas s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque sont établies ou modifiées les limites d'une plaine inondable qui est située sur le territoire de la municipalité régionale de comté et qui fait l'objet de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables adoptée par le gouvernement conformément à l'article 2.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2). ».

**26.** Les articles 54 à 60 de cette loi sont remplacés par ce qui suit :

#### « SECTION VI.1

##### « RÉVISION DU SCHÉMA

« **54.** Le conseil de la municipalité régionale de comté doit réviser son schéma d'aménagement, en suivant le processus prévu par la présente section.

« **55.** La période de révision du schéma commence à la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du premier schéma ou du dernier schéma révisé, selon le cas.

Toutefois, le conseil de la municipalité régionale de comté peut faire commencer la période de révision avant la date prévue au premier alinéa.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le conseil prend la décision prévue au deuxième alinéa, le secrétaire-trésorier en signifie une copie certifiée conforme au ministre. Il en transmet, en même temps, une telle copie à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **56.** Le conseil peut, au cours de la période de révision, prévoir qu'un contrôle intérimaire s'applique sur tout ou partie du territoire de la municipalité régionale de comté. L'adoption de la résolution en ce sens rend inopérant sur le territoire visé tout règlement de contrôle intérimaire, adopté par le conseil d'une municipalité, qui y est déjà en vigueur.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution, le secrétaire-trésorier en signifie une copie certifiée conforme au ministre; il en transmet, en même temps, une telle copie à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité

régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission. Il en est de même à l'égard de la résolution abrogeant celle qui instaure le contrôle intérimaire.

«**56.1** Dans les six mois qui suivent le début de la période de révision, le conseil de la municipalité régionale de comté doit adopter un document qui indique les principaux objets sur lesquels porte la révision, les étapes de celle-ci et l'échéance prévue pour chacune, ainsi que les municipalités, les autres municipalités régionales de comté, les organismes publics, les ministres et mandataires du gouvernement et les autres personnes susceptibles d'être intéressés par les objets de la révision.

Le plus tôt possible après l'adoption du document, le secrétaire-trésorier signifie au ministre une copie certifiée conforme du document et de la résolution par laquelle il est adopté. Il en transmet, en même temps, une telle copie à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

Le plus tôt possible après l'adoption du document, le secrétaire-trésorier en publie un résumé dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

«**56.2** Le conseil de toute municipalité ou municipalité régionale de comté à laquelle est transmise une copie du document prévu à l'article 56.1 peut, dans les 120 jours qui suivent cette transmission, donner son avis sur le document.

Le greffier ou secrétaire-trésorier transmet à la municipalité régionale de comté qui a adopté le document, dans ce délai, une copie certifiée conforme de la résolution formulant l'avis.

«**56.3** Dans les deux ans qui suivent le début de la période de révision, le conseil de la municipalité régionale de comté doit adopter un projet de schéma d'aménagement révisé, désigné «premier projet».

Le plus tôt possible après l'adoption du projet, le secrétaire-trésorier signifie au ministre une copie certifiée conforme du projet et de la résolution par laquelle il est adopté. Il en transmet, en même temps, une telle copie à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

---



Le ministre avise la municipalité régionale de comté, par écrit, de la date à laquelle il a reçu la copie.

« **56.4** Dans les 120 jours qui suivent la réception de la copie du premier projet, le ministre doit signifier à la municipalité régionale de comté un avis qui indique les orientations que le gouvernement, ses ministres, ses mandataires et les organismes publics poursuivent ou entendent poursuivre en matière d'aménagement sur le territoire de la municipalité régionale de comté, y compris le plan d'affectation prévu à l'article 21 de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1), ainsi que les projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'ils entendent réaliser sur ce territoire.

L'avis peut aussi mentionner toute objection au premier projet, eu égard aux orientations et aux projets qu'il indique, et préciser le motif de l'objection.

Le ministre transmet une copie de l'avis, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **56.5** Le conseil de toute municipalité ou municipalité régionale de comté à laquelle est transmise une copie du premier projet peut, dans les 120 jours qui suivent cette transmission, donner son avis sur le projet.

Le greffier ou secrétaire-trésorier transmet à la municipalité régionale de comté qui a adopté le projet, dans ce délai, une copie certifiée conforme de la résolution formulant l'avis.

« **56.6** Après la période de consultation sur le premier projet, le conseil de la municipalité régionale de comté doit adopter, avec ou sans changement, un projet de schéma d'aménagement révisé pour la consultation publique, désigné «second projet». Toutefois, si le ministre a, conformément à l'article 56.4, signifié à la municipalité régionale de comté un avis mentionnant une objection au premier projet, le second doit contenir tout changement nécessaire pour éliminer le motif de l'objection.

Pour l'application du premier alinéa, la période de consultation sur le premier projet dure jusqu'à la fin du dernier des jours suivants:

1° le jour de la signification de l'avis prévu à l'article 56.4 ou, à défaut, le dernier jour du délai prévu à cet article;

2° le jour de la réception de la dernière des résolutions transmises par les municipalités et municipalités régionales de comté

conformément à l'article 56.5 ou, à défaut de cette transmission par l'une d'elles, le dernier jour du délai qui lui est applicable en vertu de cet article.

Le plus tôt possible après l'adoption du second projet, le secrétaire-trésorier transmet une copie certifiée conforme du projet et de la résolution par laquelle il est adopté à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **56.7** Le conseil de toute municipalité ou municipalité régionale de comté à laquelle est transmise une copie du second projet peut, dans les 120 jours qui suivent cette transmission, donner son avis sur le projet.

Le greffier ou secrétaire-trésorier transmet à la municipalité régionale de comté qui a adopté le projet, dans ce délai, une copie certifiée conforme de la résolution formulant l'avis.

« **56.8** La municipalité régionale de comté doit tenir une assemblée publique sur le territoire de toute municipalité dont le représentant au conseil en fait la demande lors de la séance où est adopté le second projet.

Elle doit également tenir une telle assemblée sur le territoire, compris dans le sien, de toute autre municipalité dont le conseil en fait la demande dans les 20 jours qui suivent la transmission de la copie du projet. Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet à la municipalité régionale de comté, dans ce délai, une copie certifiée conforme de la résolution formulant la demande.

Pour l'application des deux premiers alinéas, lorsque le lieu des séances du conseil d'une municipalité se trouve sur le territoire d'une autre, ce territoire est réputé être celui de la première et, le cas échéant, être compris dans celui de la municipalité régionale de comté.

Dans tous les cas, la municipalité régionale de comté doit tenir au moins une assemblée sur son territoire, de façon que soit respecté le cinquième alinéa.

La population de la municipalité sur le territoire de laquelle est tenue l'assemblée ou, selon le cas, le total des populations des municipalités sur le territoire desquelles sont tenues les assemblées doit représenter au moins les deux tiers de la population de la municipalité régionale de comté.

« **56.9** La municipalité régionale de comté tient ses assemblées publiques par l'intermédiaire d'une commission créée par le conseil, formée des membres de celui-ci qu'il désigne et présidée par le préfet.

« **56.10** Le conseil de la municipalité régionale de comté indique toute municipalité sur le territoire de laquelle une assemblée publique doit être tenue.

Il fixe la date, l'heure et le lieu de toute assemblée; il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au secrétaire-trésorier.

« **56.11** Au plus tard le trentième jour qui précède la tenue d'une assemblée publique, le secrétaire-trésorier fait afficher au bureau de chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté et publie dans un journal diffusé sur le territoire de cette dernière un avis de la date, de l'heure, du lieu et de l'objet de l'assemblée.

L'avis de l'assemblée unique ou de la première des assemblées, selon le cas, doit également contenir un résumé du second projet et mentionner qu'une copie de ce projet peut être consultée au bureau de chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté.

Toutefois, ce résumé peut, au choix du conseil de la municipalité régionale de comté, être transmis par courrier ou autrement distribué à chaque adresse du territoire de celle-ci, au plus tard le trentième jour qui précède la tenue de l'assemblée unique ou de la première des assemblées, selon le cas, plutôt que d'être intégré à l'avis visé au deuxième alinéa. Dans ce cas, le résumé est accompagné d'un avis indiquant la date, l'heure, le lieu et l'objet de toute assemblée prévue et mentionnant qu'une copie du second projet peut être consultée au bureau de chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté.

Lorsqu'il est donné distinctement de l'avis de la première assemblée, l'avis de toute assemblée postérieure doit mentionner, outre ce que prévoit le premier alinéa, qu'une copie du second projet et du résumé de celui-ci peut être consultée au bureau de chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté.

« **56.12** Au cours d'une assemblée publique, la commission explique le second projet et entend les personnes et organismes qui désirent s'exprimer.

« **56.13** Après la période de consultation sur le second projet, le conseil de la municipalité régionale de comté adopte, à la majorité

des voix de ses membres, un règlement édictant un schéma révisé, avec ou sans changement.

Pour l'application du premier alinéa, la période de consultation sur le second projet dure jusqu'à la fin du dernier des jours suivants :

1° le jour de la réception de la dernière des résolutions transmises par les municipalités et municipalités régionales de comté conformément à l'article 56.7 ou, à défaut de cette transmission par l'une d'elles, le dernier jour du délai qui lui est applicable en vertu de cet article ;

2° le jour de la tenue de l'unique assemblée publique de consultation sur le projet ou, selon le cas, de la dernière de ces assemblées.

Le plus tôt possible après l'adoption du règlement édictant le schéma révisé, le secrétaire-trésorier signifie au ministre une copie certifiée conforme du schéma, du règlement et de la résolution par laquelle celui-ci est adopté. Il en transmet, en même temps, une telle copie à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

Le ministre avise la municipalité régionale de comté, par écrit, de la date à laquelle il a reçu la copie.

« **56.14** Dans les 120 jours qui suivent la réception de la copie du schéma révisé, le ministre doit donner son avis sur celui-ci, eu égard aux orientations que le gouvernement, ses ministres, ses mandataires et les organismes publics poursuivent ou entendent poursuivre en matière d'aménagement sur le territoire de la municipalité régionale de comté, y compris le plan d'affectation prévu à l'article 21 de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1), et aux projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'ils entendent réaliser sur ce territoire.

Doit être motivé l'avis qui indique que le schéma révisé ne respecte pas ces orientations et projets. Le ministre doit alors, dans l'avis, demander à la municipalité régionale de comté de remplacer le schéma révisé.

Le ministre signifie l'avis à la municipalité régionale de comté. Dans le cas prévu au deuxième alinéa, il en transmet une copie à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **56.15** Dans le cas où l'avis du ministre indique que le schéma révisé ne respecte pas les orientations et projets visés à l'article 56.14, le conseil de la municipalité régionale de comté doit, dans les 120 jours qui suivent la signification de cet avis, remplacer le schéma révisé par un autre qui respecte ces orientations et projets.

Le nouveau schéma révisé qui diffère de celui qu'il remplace uniquement pour tenir compte de l'avis n'a pas à être précédé des projets prévus aux articles 56.3 et 56.6. Il est édicté par un règlement adopté à la majorité des voix des membres du conseil. Les troisième et quatrième alinéas de l'article 56.13 s'appliquent à son égard.

Dans le cas où, conformément à l'article 239, le ministre prolonge le délai prévu au premier alinéa du présent article ou accorde un nouveau délai à la municipalité régionale de comté pour remplacer le schéma révisé, il peut donner un nouvel avis, conformément à l'article 56.14, malgré l'expiration du délai qui y est prévu. Le conseil doit alors remplacer le schéma révisé par un autre qui tient compte du nouvel avis avant la fin du dernier des jours suivants :

1° le cent vingtième jour qui suit la signification du nouvel avis;

2° le dernier jour de la période que l'on établit en faisant commencer à la date de la signification du nouvel avis la période de prolongation ou le nouveau délai accordé par le ministre.

« **56.16** Si, à l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 56.15, le conseil de la municipalité régionale de comté n'a pas adopté de règlement édictant un nouveau schéma révisé, le gouvernement peut, par décret, modifier le schéma révisé ayant fait l'objet de l'avis prévu à l'article 56.14, afin que ce schéma respecte les orientations et projets visés à cet article.

Si, avant l'expiration de ce délai, le conseil a adopté un règlement édictant un nouveau schéma révisé qui ne respecte pas ces orientations et projets, le ministre peut, soit faire la demande prévue au deuxième alinéa de l'article 56.14, soit recommander au gouvernement d'exercer le pouvoir prévu au premier alinéa du présent article.

Le schéma, tel que modifié par le gouvernement, est assimilé à un schéma révisé intégralement édicté par un règlement du conseil de la municipalité régionale de comté.

Le plus tôt possible après la prise du décret, le ministre en signifie une copie à la municipalité régionale de comté. Aux fins de la délivrance de copies certifiées conformes du schéma révisé, la copie du décret tient lieu de son original.

« **56.17** Le schéma révisé entre en vigueur le jour de la signification à la municipalité régionale de comté de l'avis du ministre selon lequel le schéma respecte les orientations et projets visés à l'article 56.14 ou, en l'absence de tout avis du ministre sur le schéma, à l'expiration du délai prévu à cet article.

Toutefois, le schéma révisé qui a été modifié par le gouvernement entre en vigueur à la date mentionnée dans le décret pris en vertu de l'article 56.16.

« **56.18** Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du schéma révisé, le secrétaire-trésorier publie un avis de la date de cette entrée en vigueur dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

Il transmet, en même temps, une copie certifiée conforme du schéma et de l'avis à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **57.** Dans les 90 jours qui suivent l'entrée en vigueur du schéma révisé, le secrétaire-trésorier en publie un résumé, qui mentionne la date de son entrée en vigueur, dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité régionale de comté.

Toutefois, ce résumé peut, au choix du conseil, être transmis par courrier ou autrement distribué, dans le même délai, à chaque adresse du territoire de la municipalité régionale de comté, plutôt que d'être publié dans un journal.

## « SECTION VI.2

### « EFFETS DE LA MODIFICATION OU DE LA RÉVISION DU SCHÉMA

#### « § 1.—*Effet de la modification*

« **58.** Le conseil de toute municipalité mentionnée dans le document adopté en vertu de l'article 53.10 doit, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du règlement modifiant le schéma, adopter tout règlement de concordance.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par « règlement de concordance » tout règlement, parmi les suivants, qui est nécessaire pour tenir compte de la modification du schéma :

1° tout règlement qui modifie le plan d'urbanisme d'une municipalité, son règlement de zonage, de lotissement ou de

construction ou son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

2° le règlement que le conseil d'une municipalité adopte en vertu de l'article 116 ou tout règlement qui le modifie.

« § 2.—*Effets de la révision*

« A—Obligations relatives à la conformité aux objectifs du schéma révisé et aux dispositions du document complémentaire

« **59.** Le conseil de toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté doit, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du schéma révisé, adopter tout règlement de concordance.

Pour l'application du premier alinéa, les mots «règlement de concordance» désignent tout règlement qui est visé au paragraphe 1° ou 2° du deuxième alinéa de l'article 58 et qui est nécessaire pour tenir compte de la révision du schéma.

« **59.1** Après l'entrée en vigueur du schéma révisé, le conseil de toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté peut indiquer que n'a pas à être modifié pour tenir compte de la révision du schéma l'un ou l'autre des plan et règlements suivants de la municipalité:

- 1° son plan d'urbanisme;
- 2° son règlement de zonage;
- 3° son règlement de lotissement;
- 4° son règlement de construction;
- 5° son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble;
- 6° son règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;
- 7° son règlement prévu à l'article 116.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le conseil indique que le plan ou un règlement n'a pas à être modifié, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet une copie certifiée conforme de la résolution à la municipalité régionale de

comté et, à des fins d'enregistrement, à la Commission et donne, conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière, un avis public de son adoption.

«**59.2** Dans les 120 jours qui suivent la transmission à la municipalité régionale de comté de la copie de la résolution visée au deuxième alinéa de l'article 59.1, le conseil de la municipalité régionale de comté doit approuver la résolution, si le plan ou le règlement qui en fait l'objet est conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire, ou la désapprouver dans le cas contraire.

Doit être motivée la résolution par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté désapprouve celle de la municipalité.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par le conseil de la municipalité régionale de comté, le secrétaire-trésorier en transmet une copie certifiée conforme à la municipalité et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

Pour l'application de l'article 59, le plan ou le règlement faisant l'objet de la résolution approuvée n'a pas à être modifié pour tenir compte de la révision du schéma.

«**59.3** Si le conseil de la municipalité régionale de comté désapprouve la résolution visée au deuxième alinéa de l'article 59.1 ou s'il fait défaut de se prononcer dans le délai prévu à l'article 59.2, le conseil de la municipalité peut demander à la Commission son avis sur la conformité du plan ou du règlement faisant l'objet de la résolution aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité signifie à la Commission et à la municipalité régionale de comté une copie certifiée conforme de la résolution par laquelle l'avis est demandé.

Cette copie doit être reçue par la Commission dans les 15 jours qui suivent la transmission à la municipalité de la copie de la résolution par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté désapprouve la résolution visée au deuxième alinéa de l'article 59.1 ou, selon le cas, qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 59.2.

«**59.4** La Commission doit donner son avis dans les 60 jours qui suivent la réception de la copie de la résolution par laquelle l'avis est demandé.

L'avis selon lequel le plan ou le règlement n'est pas conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire



peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis à la municipalité et à la municipalité régionale de comté.

Pour l'application de l'article 59, si l'avis indique que le plan ou le règlement est conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire, il n'a pas à être modifié pour tenir compte de la révision du schéma.

«B—Obligations relatives à la conformité au plan d'urbanisme

«**59.5** Le conseil de toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté doit, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du schéma révisé, adopter tout règlement modifiant le plan d'urbanisme ou tout règlement de concordance nécessaire pour assurer la conformité au plan de tout règlement qui n'y est pas réputé conforme en vertu de l'article 59.9. Un tel règlement de concordance doit être conforme au plan.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par «règlement de concordance» tout règlement, parmi les suivants, qui est nécessaire pour assurer la conformité visée à cet alinéa:

1° tout règlement qui modifie le règlement de zonage, de lotissement ou de construction d'une municipalité ou son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

2° le règlement que le conseil d'une municipalité adopte en vertu de l'article 116 ou tout règlement qui le modifie.

«**59.6** Après l'entrée en vigueur du schéma révisé, le conseil de toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté peut indiquer qu'est conforme au plan d'urbanisme de la municipalité l'un ou l'autre des règlements suivants de celle-ci:

1° son règlement de zonage;

2° son règlement de lotissement;

3° son règlement de construction;

4° son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble;

5° son règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

6° son règlement prévu à l'article 116.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le conseil indique qu'un règlement est conforme au plan, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet une copie certifiée conforme de la résolution, à des fins d'enregistrement, à la Commission et donne, conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière, un avis public qui mentionne l'adoption de la résolution et qui explique les règles prévues aux deux premiers alinéas de l'article 59.7 et au premier alinéa de l'article 59.8.

« **59.7** Toute personne habile à voter du territoire de la municipalité peut demander par écrit à la Commission son avis sur la conformité au plan du règlement faisant l'objet de la résolution visée au deuxième alinéa de l'article 59.6.

La demande doit être transmise à la Commission dans les 45 jours qui suivent la publication de l'avis prévu à cet alinéa.

Le secrétaire de la Commission transmet à la municipalité une copie de toute demande transmise dans le délai prévu.

« **59.8** Si la Commission reçoit, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 59.7 à l'égard d'un même règlement, elle doit, dans les 60 jours qui suivent l'expiration du délai prévu à cet article, donner son avis sur la conformité de ce règlement au plan.

L'avis selon lequel le règlement n'est pas conforme au plan peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis à la municipalité et à toute personne qui a formulé la demande.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité affiche au bureau de celle-ci la copie de l'avis qu'elle a reçue.

« **59.9** Si la Commission ne reçoit pas, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 59.7 à l'égard d'un même règlement, celui-ci est réputé conforme au plan à compter de l'expiration du délai prévu à cet article.

Un règlement est également réputé conforme au plan à compter de la date où la Commission donne, conformément à l'article 59.8, un avis confirmant cette conformité.

« § 3.—*Effet commun à la modification et à la révision*

« **60.** Les articles 32 et 46 visent, à compter de l'entrée en vigueur d'un règlement modifiant le schéma ou d'un schéma révisé, le schéma tel qu'il existe à la suite de la modification ou de la révision. ».

**27.** L'article 62 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 1° du premier alinéa et après le mot « renvoi », des mots « , qui sont conformes au règlement de lotissement de la municipalité ou qui, s'ils n'y sont pas conformes, sont protégés par des droits acquis ».

**28.** L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, de « au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 123 » par « aux articles 131 à 137 ».

**29.** L'article 68 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

**30.** L'article 71 de cette loi est modifié par la suppression du cinquième alinéa.

**31.** L'article 71.2 de cette loi est modifié par le remplacement de la première ligne du deuxième alinéa par ce qui suit : « Le deuxième alinéa de l'article 68 s'applique au ».

**32.** L'article 73 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa et dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « effectué » par le mot « demandé ».

**33.** L'article 74 de cette loi est modifié par la suppression du quatrième alinéa.

**34.** L'article 75 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **75.** Aux fins du contrôle intérimaire lié au processus de modification ou de révision du schéma d'aménagement, les autres dispositions de la présente section s'appliquent avec les adaptations suivantes :

1° est assimilée à la résolution prévue à l'article 4 la résolution par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté prévoit, conformément au troisième alinéa de l'article 48 ou au premier alinéa de l'article 56, l'application d'un contrôle intérimaire ;

2° le territoire sur lequel s'applique le contrôle intérimaire est celui qui est mentionné dans la résolution visée au paragraphe 1° du présent article, sous réserve de tout règlement adopté en vertu de l'article 63;

3° seule est visée aux articles 61 à 65 et 74 une municipalité qui a compétence sur le territoire sur lequel s'applique le contrôle intérimaire;

4° dans le cas du contrôle intérimaire lié au processus de modification du schéma, est assimilée à la date de la délivrance du certificat de conformité visé aux articles 61, 63 et 74 la date de l'entrée en vigueur du dernier règlement de concordance que le conseil de la municipalité concernée doit adopter en vertu de l'article 58 pour tenir compte de la modification du schéma;

5° dans le cas du contrôle intérimaire lié au processus de révision du schéma, est assimilée à la date de la délivrance du certificat de conformité visé aux articles 61, 63 et 74:

a) soit la date de l'entrée en vigueur du dernier règlement de concordance que le conseil de la municipalité concernée doit adopter en vertu de l'article 59 pour tenir compte de la révision du schéma;

b) soit la date où tous les règlements de la municipalité concernée, parmi ceux visés à l'article 59.1, qui n'ont pas à être modifiés par un règlement de concordance pour tenir compte de la révision du schéma sont déterminés en vertu du quatrième alinéa de l'article 59.2 ou 59.4, si cette date est postérieure à celle visée au sous-paragraphe a du présent paragraphe ou si aucun des règlements de la municipalité concernée, parmi ceux visés à l'article 59.1, n'a à être ainsi modifié;

6° une modification prévue au deuxième alinéa de l'article 64 entre en vigueur selon les règles prévues à l'article 110 ou 137.15, selon le cas;

7° l'avis prévu à l'article 74 peut être combiné à celui qui est prévu à l'article 46.

Les articles 61, 62, 73 et 74 cessent d'avoir effet, et tout règlement adopté en vertu de l'article 63 cesse d'être en vigueur, aux fins du contrôle intérimaire lié au processus de modification ou de révision du schéma, lorsque la résolution ou la partie de résolution prévoyant l'application de ce contrôle est abrogée ou supprimée. ».

**35.** L'article 77 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots « ou de sa modification » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

**36.** L'article 80 de cette loi est abrogé.

**37.** L'article 83 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 2°, du suivant :

« 3° le tracé projeté et le type des principales voies de circulation et des réseaux de transport. ».

**38.** L'article 84 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2°.

**39.** L'article 102 de cette loi est modifié par la suppression, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, des mots « ou de sa modification ».

**40.** L'article 105 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du quatrième alinéa, de « des articles 111 ou 112 » par « de l'article 111 » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du sixième alinéa, de « des articles 111 et 112 » par « de l'article 111 ».

**41.** L'article 106 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, de « 124 » par « 130.2 à 130.6 et 131 ».

**42.** L'article 108 de cette loi est abrogé.

**43.** Les articles 109 et 110 de cette loi sont remplacés par ce qui suit :

« **109.** Le conseil de la municipalité peut modifier le plan d'urbanisme en suivant le processus prévu par la présente section.

« **109.1** Le conseil de la municipalité commence le processus de modification du plan par l'adoption d'un projet de règlement.

Le conseil peut, par la même résolution ou par une résolution ultérieure, prévoir qu'un contrôle intérimaire s'applique sur un territoire, compris dans celui de la municipalité, qui n'est pas déjà assujéti à un contrôle intérimaire appliqué par la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend celui de la municipalité.

Le plus tôt possible après l'adoption du projet de règlement modifiant le plan, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet, à toute municipalité dont le territoire est contigu et à la municipalité régionale de comté, une copie certifiée conforme du projet et de la résolution par laquelle il est adopté. Si la résolution prévoit qu'un contrôle intérimaire s'applique, le greffier ou secrétaire-trésorier en transmet en même temps une copie certifiée conforme, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution ultérieure prévue au deuxième alinéa, le greffier ou secrétaire-trésorier en transmet une copie certifiée conforme à la municipalité régionale de comté et, à des fins d'enregistrement, à la Commission. Il en est de même à l'égard de la résolution qui abroge cette résolution ultérieure ou qui supprime, dans la résolution par laquelle le projet de règlement modifiant le plan est adopté, la disposition relative au contrôle intérimaire.

« **109.2** Le conseil de la municipalité doit tenir une assemblée publique de consultation, présidée par le maire, sur le projet de règlement.

Il fixe la date, l'heure et le lieu de l'assemblée; il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité.

« **109.3** Au plus tard le quinzième jour qui précède la tenue de l'assemblée publique, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité affiche au bureau de celle-ci et publie dans un journal diffusé sur son territoire un avis de la date, de l'heure, du lieu et de l'objet de l'assemblée.

Cet avis doit également contenir un résumé du projet de règlement et mentionner qu'une copie de celui-ci peut être consultée au bureau de la municipalité.

Toutefois, ce résumé peut, au choix du conseil de la municipalité, être transmis par courrier ou autrement distribué à chaque adresse du territoire de celle-ci, au plus tard le quinzième jour qui précède la tenue de l'assemblée, plutôt que d'être intégré à l'avis prévu au premier alinéa. Dans ce cas, le résumé est accompagné d'un avis indiquant la date, l'heure, le lieu et l'objet de l'assemblée et mentionnant qu'une copie du projet de règlement peut être consultée au bureau de la municipalité.

« **109.4** Au cours de l'assemblée publique, le conseil explique le projet de règlement et les conséquences de l'adoption ou de l'entrée

en vigueur d'un tel règlement et entend les personnes et organismes qui désirent s'exprimer.

« **109.5** Après la tenue de l'assemblée publique, le conseil de la municipalité adopte, avec ou sans changement, le règlement modifiant le plan, à la majorité des voix de ses membres.

Le plus tôt possible après l'adoption du règlement, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet une copie certifiée conforme du règlement et de la résolution par laquelle il est adopté, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **109.6** Le plus tôt possible après l'adoption du règlement, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet une copie certifiée conforme du règlement et de la résolution par laquelle il est adopté à la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend celui de la municipalité.

Le premier alinéa ne s'applique pas si aucun schéma d'aménagement n'est en vigueur sur le territoire de la municipalité.

« **109.7** Dans les 120 jours qui suivent la transmission prévue à l'article 109.6, le conseil de la municipalité régionale de comté doit approuver le règlement, s'il est conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire, ou le désapprouver dans le cas contraire.

Doit être motivée la résolution par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté désapprouve le règlement.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le règlement est approuvé, le secrétaire-trésorier délivre un certificat de conformité à son égard et transmet une copie certifiée conforme du certificat à la municipalité et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le règlement est désapprouvé, le secrétaire-trésorier transmet une copie certifiée conforme de celle-ci à la municipalité et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **109.8** Si le conseil de la municipalité régionale de comté désapprouve le règlement ou s'il fait défaut de se prononcer dans le délai prévu à l'article 109.7, le conseil de la municipalité peut demander à la Commission son avis sur la conformité du règlement aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité signifie à la Commission et à la municipalité régionale de comté une copie certifiée conforme de la résolution par laquelle l'avis est demandé.

Cette copie doit être reçue par la Commission dans les 15 jours qui suivent la transmission à la municipalité de la copie de la résolution par laquelle le règlement est désapprouvé ou, selon le cas, qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 109.7.

« **109.9** La Commission doit donner son avis dans les 60 jours qui suivent la réception de la copie de la résolution par laquelle l'avis est demandé.

L'avis selon lequel le règlement n'est pas conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis à la municipalité et à la municipalité régionale de comté.

Si l'avis indique que le règlement est conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire, le secrétaire-trésorier doit, le plus tôt possible après la réception de la copie de l'avis, délivrer un certificat de conformité à l'égard du règlement et en transmettre une copie certifiée conforme à la municipalité.

« **109.10** Dans le cas où la municipalité est tenue, en vertu de l'article 58 ou 59, d'adopter un règlement de concordance, si l'avis de la Commission indique que le règlement n'est pas conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire ou si la Commission n'a pas reçu de demande d'avis à l'égard du règlement dans le délai prévu à l'article 109.8, le conseil de la municipalité régionale de comté doit demander à la municipalité de remplacer le règlement, dans le délai qu'il prescrit, par un autre qui est conforme à ces objectifs et dispositions.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle la demande de remplacement est formulée, le secrétaire-trésorier en transmet une copie certifiée conforme à la municipalité.

Le délai prescrit pour le remplacement ne peut se terminer avant l'expiration de la période de 45 jours qui suit la transmission prévue au deuxième alinéa.

« **109.11** Les articles 109.1 à 109.4 ne s'appliquent pas à l'égard d'un nouveau règlement qui diffère de celui qu'il remplace, à la



demande du conseil de la municipalité régionale de comté formulée en vertu de l'article 109.10, uniquement pour assurer sa conformité aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire.

« **109.12** Si le conseil de la municipalité fait défaut d'adopter, dans le délai prévu à l'article 58 ou 59 ou dans celui qui est prescrit en vertu de l'article 109.10, selon le cas, un règlement de concordance, le conseil de la municipalité régionale de comté peut l'adopter à sa place.

Les articles 109.1 à 109.10 ne s'appliquent pas à l'égard du règlement adopté par le conseil de la municipalité régionale de comté en vertu du premier alinéa. Il est assimilé à un règlement adopté par le conseil de la municipalité et approuvé par celui de la municipalité régionale de comté. Le plus tôt possible après l'adoption du règlement, le secrétaire-trésorier délivre un certificat de conformité à son égard.

Le plus tôt possible après l'adoption du règlement et la délivrance du certificat, le secrétaire-trésorier transmet une copie certifiée conforme du règlement, de la résolution par laquelle il est adopté et du certificat à la municipalité et, à des fins d'enregistrement, à la Commission. La copie du règlement transmise à la municipalité tient lieu d'original aux fins de la délivrance par cette dernière de copies certifiées conformes du règlement.

Les dépenses que la municipalité régionale de comté effectue pour agir à la place de la municipalité lui sont remboursées par cette dernière.

« **110.** Lorsqu'un schéma est en vigueur sur le territoire de la municipalité, le règlement entre en vigueur à la date de la délivrance du certificat de conformité à son égard.

Le plus tôt possible après cette entrée en vigueur, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité en publie un avis dans un journal diffusé sur le territoire de celle-ci et affiche cet avis au bureau de cette dernière.

« **110.1** Lorsqu'aucun schéma n'est en vigueur sur le territoire de la municipalité, le règlement entre en vigueur, sous réserve de l'article 64, conformément à la loi qui régit cette dernière en cette matière.

« **110.2** Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du règlement, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité en transmet une copie certifiée conforme, accompagnée d'un avis de la date de son entrée en vigueur, à toute municipalité dont le territoire

est contigu, à la municipalité régionale de comté et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **110.3** Dans les 90 jours qui suivent l'entrée en vigueur du règlement, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité en publie un résumé, qui mentionne la date de son entrée en vigueur et le fait qu'une copie peut en être consultée au bureau de la municipalité, dans un journal diffusé sur le territoire de celle-ci.

Toutefois, ce résumé peut, au choix du conseil, être transmis par courrier ou autrement distribué, dans le même délai, à chaque adresse du territoire de la municipalité, plutôt que d'être publié dans un journal.

#### « SECTION VI.1

##### « EFFETS DE LA MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME

« **110.4** Le conseil de la municipalité doit, dans les 90 jours qui suivent l'entrée en vigueur d'un règlement modifiant le plan, adopter tout règlement de concordance nécessaire pour assurer la conformité au plan modifié de tout règlement qui n'y est pas réputé conforme en vertu de l'article 110.9.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par «règlement de concordance» tout règlement, parmi les suivants, qui est nécessaire pour assurer la conformité visée à cet alinéa:

1° tout règlement qui modifie le règlement de zonage, de lotissement ou de construction d'une municipalité ou son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

2° le règlement que le conseil d'une municipalité adopte en vertu de l'article 116 ou tout règlement qui le modifie.

Un tel règlement de concordance doit être conforme au plan modifié.

Les trois premiers alinéas ne s'appliquent pas lorsque la modification du plan est effectuée par un règlement de concordance adopté en vertu de l'article 58 uniquement pour tenir compte de la modification du schéma. Ils ne s'appliquent pas non plus lorsque le conseil a adopté simultanément un règlement modifiant le plan et un règlement de concordance qu'il aurait autrement été tenu d'adopter dans le délai prévu au premier alinéa.

Si l'adoption du règlement de concordance visé au premier alinéa est également prévue à l'article 59.5, elle doit être effectuée avant l'expiration du délai qui se termine en dernier entre celui prévu au premier alinéa et celui prévu à l'article 59.5.

« **110.5** Si le conseil de la municipalité adopte, en vertu de l'article 59, un règlement de concordance relatif au plan et un autre relatif au règlement de zonage, de lotissement ou de construction, au règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale ou au règlement prévu à l'article 116, aux fins de tenir compte de la révision du schéma, le second règlement de concordance doit être conforme au plan modifié par le premier.

Si le conseil adopte simultanément un règlement modifiant le plan et un règlement de concordance qu'il serait autrement tenu d'adopter dans le délai prévu au premier alinéa de l'article 110.4, le second règlement doit être conforme au plan modifié par le premier.

« **110.6** Après l'entrée en vigueur ou l'adoption du règlement modifiant le plan, selon que la conformité d'un règlement au plan est exigée par l'article 110.4 ou 110.5, le conseil de la municipalité peut indiquer que le règlement de zonage, de lotissement ou de construction de la municipalité, son règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale ou son règlement prévu à l'article 116 n'a pas à être modifié pour le rendre conforme au plan.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le conseil indique qu'un règlement n'a pas à être modifié, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet une copie certifiée conforme de la résolution, à des fins d'enregistrement, à la Commission et donne, conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière, un avis public qui mentionne l'adoption de la résolution et qui explique les règles prévues aux deux premiers alinéas de l'article 110.7 et au premier alinéa de l'article 110.8.

« **110.7** Toute personne habile à voter du territoire de la municipalité peut demander par écrit à la Commission son avis sur la conformité au plan du règlement faisant l'objet de la résolution visée au deuxième alinéa de l'article 110.6.

La demande doit être transmise à la Commission dans les 45 jours qui suivent la publication de l'avis prévu à cet alinéa.

Le secrétaire de la Commission transmet à la municipalité une copie de toute demande transmise dans le délai prévu.

« **110.8** Si la Commission reçoit, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 110.7 à l'égard d'un même règlement, elle doit, dans les 60 jours qui suivent l'expiration du délai prévu à cet article, donner son avis sur la conformité de ce règlement au plan.

Dans le cas où la conformité d'un règlement au plan est exigée en vertu de l'article 110.5, le plan pris en considération par la Commission est celui qui est modifié par le règlement visé à cet article, même si ce règlement n'est pas en vigueur.

L'avis selon lequel le règlement n'est pas conforme au plan peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis à la municipalité et à toute personne qui a formulé la demande.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité affiche au bureau de celle-ci la copie de l'avis qu'elle a reçue.

« **110.9** Si la Commission ne reçoit pas, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 110.7 à l'égard d'un même règlement, celui-ci est réputé conforme au plan à compter de l'expiration du délai prévu à cet article.

Un règlement est également réputé conforme au plan à compter de la date où la Commission donne, conformément à l'article 110.8, un avis confirmant cette conformité.

« **110.10** L'article 101 vise, à compter de l'entrée en vigueur d'un règlement modifiant le plan, le plan tel qu'il existe à la suite de la modification. ».

**44.** L'article 111 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, de « ou du troisième alinéa de l'article 48 ou 55 ».

**45.** L'article 112 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **112.** Aux fins du contrôle intérimaire lié au processus de modification du plan d'urbanisme de la municipalité, les articles 61 à 65 et 67 à 73 s'appliquent avec les adaptations suivantes :

1° la municipalité est assimilée à la municipalité régionale de comté et constitue la seule municipalité visée aux articles 61 à 65 ;

2° la résolution par laquelle le conseil prévoit, conformément au deuxième alinéa de l'article 109.1, l'application du contrôle intérimaire est assimilée à la résolution prévue à l'article 4;

3° le territoire sur lequel s'applique le contrôle intérimaire est celui qui est mentionné dans la résolution visée au paragraphe 2° du présent article, sous réserve de tout règlement adopté en vertu de l'article 63;

4° est assimilée à la date de la délivrance du certificat de conformité visé aux articles 61 et 63 la plus tardive des dates suivantes:

a) la date de l'entrée en vigueur du dernier règlement de concordance que le conseil doit adopter en vertu de l'article 58, 59, 59.5 ou 110.4 pour tenir compte, selon le cas, de la modification ou de la révision du schéma ou de la modification du plan;

b) la date où tous les règlements de la municipalité, parmi ceux visés à l'article 59.1, qui n'ont pas à être modifiés par un règlement de concordance pour tenir compte de la révision du schéma sont déterminés en vertu du quatrième alinéa de l'article 59.2 ou 59.4;

c) la date où tous les règlements de la municipalité, parmi ceux visés à l'article 110.4, qui n'ont pas à être modifiés par un règlement de concordance pour tenir compte de la modification du plan, deviennent réputés conformes, en vertu du premier ou du deuxième alinéa de l'article 110.9, au plan modifié;

5° une modification prévue au deuxième alinéa de l'article 64 entre en vigueur selon les règles prévues à l'article 137.15 ou 137.16, selon le cas.

Les articles 61, 62 et 73 cessent d'avoir effet, et tout règlement adopté en vertu de l'article 63 cesse d'être en vigueur, aux fins du contrôle intérimaire lié au processus de modification du plan, lorsque la résolution ou la partie de résolution prévoyant l'application de ce contrôle est abrogée ou supprimée. ».

#### **46. L'article 112.1 de cette loi est modifié:**

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de « les cas visés aux articles 111 et 112 » par « le cas visé à l'article 111 »;

2° par la suppression, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du premier alinéa, de « ou s'il abroge la résolution visée au

deuxième alinéa de l'article 109 avant l'adoption du règlement modifiant le plan d'urbanisme »;

3° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « , dans l'un ou l'autre cas, ».

**47.** L'article 113 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 16° du deuxième alinéa par les suivants :

« 16° régir ou prohiber tous les usages du sol, constructions ou ouvrages, ou certains d'entre eux, compte tenu, soit de la topographie du terrain, soit de la proximité d'un cours d'eau ou d'un lac, soit des dangers d'inondation, d'éboulis, de glissement de terrain ou d'autres cataclysmes, soit de tout autre facteur propre à la nature des lieux qui peut être pris en considération pour des raisons de sécurité publique ou de protection de l'environnement des rives, du littoral ou des plaines inondables ;

« 16.1° régir ou prohiber tous les usages du sol, constructions ou ouvrages, ou certains d'entre eux, compte tenu de la proximité d'un lieu où la présence ou l'exercice, actuel ou projeté, d'un immeuble ou d'une activité fait en sorte que l'occupation du sol est soumise à des contraintes majeures pour des raisons de sécurité publique, de santé publique ou de bien-être général ; » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Pour l'application du paragraphe 16° ou 16.1° du deuxième alinéa, le règlement de zonage peut, de façon particulière, diviser le territoire de la municipalité, établir des catégories d'usages, de constructions ou d'ouvrages à prohiber ou à régir et établir des catégories d'immeubles, d'activités ou d'autres facteurs justifiant, selon le paragraphe visé, une telle prohibition ou réglementation. Il peut alors décréter des prohibitions ou des règles qui varient selon les parties de territoire, selon les premières catégories, selon les secondes catégories ou selon toute combinaison de plusieurs de ces critères de distinction. Le règlement peut, aux fins de permettre la détermination du territoire où s'applique une prohibition ou une règle à proximité d'une source de contraintes, faire appel à la mesure du degré des effets nocifs ou indésirables produits par la source. ».

**48.** L'article 115 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1° du deuxième alinéa, du suivant :

« 1.1° établir à quelles conditions peut être agrandi ou modifié un lot dérogatoire protégé par des droits acquis, ces conditions pouvant varier selon les cas prévus par le règlement; »;

2° par le remplacement du paragraphe 4° du deuxième alinéa par les suivants:

« 4° régir ou prohiber toutes les opérations cadastrales ou certaines d'entre elles, compte tenu, soit de la topographie du terrain, soit de la proximité d'un cours d'eau ou d'un lac, soit des dangers d'inondation, d'éboulis, de glissement de terrain ou d'autres cataclysmes, soit de tout autre facteur propre à la nature des lieux qui peut être pris en considération pour des raisons de sécurité publique ou de protection de l'environnement des rives, du littoral ou des plaines inondables;

« 4.1° régir ou prohiber toutes les opérations cadastrales ou certaines d'entre elles, compte tenu de la proximité d'un lieu où la présence ou l'exercice, actuel ou projeté, d'un immeuble ou d'une activité fait en sorte que l'occupation du sol est soumise à des contraintes majeures pour des raisons de sécurité publique, de santé publique ou de bien-être général; »;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 7° du deuxième alinéa et après le mot « céder », du mot « gratuitement »;

4° par la suppression du paragraphe 8° du deuxième alinéa;

5° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Pour l'application du paragraphe 4° ou 4.1° du deuxième alinéa, le règlement de lotissement peut, de façon particulière, diviser le territoire de la municipalité, établir des catégories d'opérations cadastrales à prohiber ou à régir et établir des catégories d'immeubles, d'activités ou d'autres facteurs justifiant, selon le paragraphe visé, une telle prohibition ou réglementation. Il peut alors décréter des prohibitions ou des règles qui varient selon les parties de territoire, selon les premières catégories, selon les secondes catégories ou selon toute combinaison de plusieurs de ces critères de distinction. Le règlement peut, aux fins de permettre la détermination du territoire où s'applique une prohibition ou une règle à proximité d'une source de contraintes, faire appel à la mesure du degré des effets nocifs ou indésirables produits par la source. ».

**49.** L'article 116 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 1° du premier alinéa et après le mot

«cadastre», des mots «, qui sont conformes au règlement de lotissement de la municipalité ou qui, s'ils n'y sont pas conformes, sont protégés par des droits acquis».

**50.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 117, de ce qui suit :

#### «SECTION II.1

##### « LES DISPOSITIONS DES RÈGLEMENTS DE ZONAGE ET DE LOTISSEMENT SUR LES PARCS, TERRAINS DE JEUX ET ESPACES NATURELS

« **117.1** Le règlement de zonage peut, aux fins de favoriser l'établissement, le maintien et l'amélioration de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels, prescrire toute condition préalable, parmi celles mentionnées à l'article 117.2, à la délivrance d'un permis de construction à l'égard d'un immeuble faisant l'objet d'un projet de redéveloppement, tel que défini par le règlement, dans une partie, déterminée par celui-ci, du territoire de la municipalité.

Le règlement de lotissement peut, aux mêmes fins, prescrire toute condition préalable, parmi celles mentionnées à l'article 117.2, à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale.

« **117.2** La condition préalable prescrite en vertu de l'article 117.1 peut être l'une des suivantes : soit que le propriétaire s'engage à céder gratuitement à la municipalité un terrain qui, de l'avis du conseil ou du comité exécutif, convient à l'établissement ou à l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux ou au maintien d'un espace naturel, soit qu'il verse une somme à la municipalité, soit qu'à la fois il prenne un tel engagement et effectue un tel versement. Le règlement peut spécifier dans quels cas chacune de ces obligations s'applique ou prévoir que le conseil ou le comité exécutif décide dans chaque cas laquelle s'applique.

Toutefois, aucune condition prévue au premier alinéa ne peut être imposée dans le cas d'une annulation, d'une correction ou d'un remplacement de numéros de lots n'entraînant aucune augmentation du nombre de lots. Le règlement peut prévoir tout autre cas où aucune telle condition ne peut être imposée.

Le terrain que le propriétaire s'engage à céder doit faire partie du site. Toutefois, la municipalité et le propriétaire peuvent convenir que l'engagement porte sur un terrain, faisant partie du territoire de la municipalité, qui n'est pas compris dans le site.

Pour l'application de la présente section, on entend par « site », selon le cas, l'assiette de l'immeuble visé au premier alinéa de l'article



117.1 ou le terrain compris dans le plan visé au deuxième alinéa de cet article.

« **117.3** Le règlement qui contient une disposition édictée en vertu de l'article 117.1 doit établir les règles de calcul de la superficie de terrain qui doit être cédée ou de la somme qui doit être versée.

Il peut, à cette fin, définir des catégories de terrains selon les usages auxquels peuvent être destinés les sites et les immeubles qui s'y trouvent, selon leur superficie ou selon ces deux critères à la fois, délimiter des parties du territoire d'application de la disposition ou former des combinaisons faisant appel à une catégorie de terrains et à une partie de territoire. Les règles de calcul établies en vertu du premier alinéa peuvent varier selon ces catégories, parties ou combinaisons.

Ces règles doivent varier selon que la condition prescrite est, soit un engagement ou un versement seulement, soit à la fois un engagement et un versement. Les règles prévues par le règlement de lotissement doivent également tenir compte, au crédit du propriétaire, de toute cession ou de tout versement qui a été fait à l'occasion d'une opération cadastrale antérieure concernant tout ou partie du site.

« **117.4** La superficie du terrain devant être cédé et la somme versée ne doivent pas excéder 10% de la superficie et de la valeur, respectivement, du site.

Toutefois, si le propriétaire doit faire à la fois un engagement et un versement, le total de la valeur du terrain devant être cédé et de la somme versée ne doit pas excéder 10% de la valeur du site.

« **117.5** Une entente sur l'engagement de céder un terrain non compris dans le site, conclue en vertu du troisième alinéa de l'article 117.2, prime toute règle de calcul établie en vertu de l'article 117.3 et tout maximum prévu à l'article 117.4.

« **117.6** Pour l'application de l'article 117.4, la valeur du terrain devant être cédé ou du site est considérée à la date de la réception par la municipalité de la demande de permis de construction ou du plan relatif à l'opération cadastrale, selon le cas, et est établie selon les concepts applicables en matière d'expropriation.

Cette valeur est établie, aux frais du propriétaire, par un évaluateur agréé mandaté par la municipalité.

Les deux premiers alinéas s'appliquent aux fins de l'établissement de la valeur de tout autre terrain que ceux visés au

premier alinéa, si cette valeur doit être établie pour l'application des règles de calcul prévues à l'article 117.3.

Malgré les trois premiers alinéas, le règlement peut prévoir l'utilisation du rôle d'évaluation foncière de la municipalité. Dans un tel cas, si un terrain, y compris le site, dont la valeur doit être établie constitue, à la date visée au premier alinéa, une unité d'évaluation inscrite au rôle ou une partie d'une telle unité dont la valeur est distinctement inscrite au rôle, sa valeur aux fins de la présente section est le produit que l'on obtient en multipliant la valeur inscrite au rôle de l'unité ou de sa partie correspondant au terrain dont la valeur doit être établie, selon le cas, par le facteur du rôle établi conformément à l'article 264 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1). Si le terrain n'est pas une telle unité ou partie d'unité, les trois premiers alinéas s'appliquent.

« **117.7** La municipalité ou le propriétaire peut contester, devant la Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec, la valeur établie par l'évaluateur conformément aux trois premiers alinéas de l'article 117.6.

Cette contestation ne dispense pas le propriétaire de verser la somme et, le cas échéant, de céder la superficie de terrain exigées par la municipalité sur la base de la valeur établie par l'évaluateur.

« **117.8** La municipalité ou le propriétaire doit, pour saisir la Chambre, faire signifier à l'autre un avis de contestation et le déposer, avec une preuve de signification, auprès de la Chambre. L'avis déposé doit être accompagné du permis de construction ou de lotissement, selon le cas, et d'un plan et d'une description, signés par un arpenteur-géomètre, du terrain dont la valeur est contestée; une copie certifiée conforme d'un tel document peut être déposée au lieu de l'original.

L'avis de contestation mentionne la valeur établie par l'évaluateur, renvoie au plan et à la description, expose sommairement les motifs de la contestation, précise la date de la réception par la municipalité de la demande de permis de construction ou du plan relatif à l'opération cadastrale autorisée par le permis de lotissement, selon le cas, et demande à la Chambre d'établir la valeur du terrain visé.

Les documents mentionnés au premier alinéa doivent, sous peine de rejet de la contestation, être déposés dans les 30 jours de la délivrance du permis de construction ou de lotissement, selon le cas.

« **117.9** Le propriétaire et la municipalité deviennent, dès le dépôt des documents mentionnés au premier alinéa de l'article 117.8, parties à la contestation.

Chaque partie doit, dans les 60 jours qui suivent la signification de l'avis de contestation, produire au dossier un écrit indiquant la valeur qu'elle attribue au terrain visé et exposant les motifs qui justifient l'attribution de cette valeur.

À défaut par une partie de produire son écrit, l'autre peut procéder par défaut.

« **117.10** La partie qui conteste la valeur établie par l'évaluateur a le fardeau de prouver que celle-ci est erronée.

« **117.11** La Chambre peut, par une décision motivée, soit confirmer la valeur établie par l'évaluateur, soit l'infirmer et établir la valeur du terrain visé à la date de la réception par la municipalité de la demande de permis de construction ou du plan relatif à l'opération cadastrale autorisée par le permis de lotissement, selon le cas; elle n'est pas tenue d'établir une valeur qui se situe entre celles proposées par les parties. Elle statue également sur les dépens.

Elle transmet au protonotaire, le plus tôt possible, une copie de sa décision.

« **117.12** Les dispositions de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24) qui ne sont pas incompatibles avec les articles 117.8 à 117.11 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la contestation de la valeur établie par l'évaluateur.

« **117.13** Lorsque, à la suite de la décision de la Chambre, il appert que le propriétaire a versé une somme trop élevée à la municipalité, celle-ci doit lui rembourser le trop-perçu.

Lorsque, à la suite de la décision de la Chambre, il appert que le total de la valeur du terrain cédé ou devant l'être et de la somme versée excède ce qu'il aurait dû être, la municipalité doit rembourser au propriétaire une somme égale à cet excédent.

Outre le capital de la somme à rembourser, la municipalité doit en même temps payer au propriétaire l'intérêt que ce capital aurait produit, au taux applicable aux arriérés des taxes de la municipalité, depuis la date du versement jusqu'à celle du remboursement.

« **117.14** Lorsque, à la suite de la décision de la Chambre, il appert que le propriétaire a versé une somme insuffisante à la municipalité, ce dernier doit lui verser la somme manquante.

Lorsque, à la suite de la décision de la Chambre, il appert que le total de la valeur du terrain cédé ou devant l'être et de la somme versée est moindre que ce qu'il aurait dû être, le propriétaire doit verser à la municipalité une somme supplémentaire égale à la différence entre ces totaux.

Outre le capital de la somme à verser, le propriétaire doit en même temps payer à la municipalité l'intérêt que ce capital aurait produit, au taux applicable aux arriérés des taxes de la municipalité, depuis la date du versement antérieur à la décision de la Chambre jusqu'à celle du versement prévu au présent article.

La somme à verser grève, au même titre qu'une taxe foncière, l'unité d'évaluation dont fait partie le site. Elle peut être recouvrée de la même manière qu'une taxe foncière.

« **117.15** Un terrain cédé en application d'une disposition édictée en vertu de l'article 117.1 ne peut, tant qu'il appartient à la municipalité, être utilisé que pour l'établissement ou l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux ou pour le maintien d'un espace naturel.

Toute somme versée en application d'une telle disposition, ainsi que toute somme reçue par la municipalité en contrepartie de la cession d'un terrain visé au premier alinéa, font partie d'un fonds spécial.

Ce fonds ne peut être utilisé que pour acheter ou aménager des terrains à des fins de parcs ou de terrains de jeux, pour acheter des terrains à des fins d'espaces naturels ou pour acheter des végétaux et les planter et les entretenir sur les propriétés de la municipalité. Pour l'application du présent alinéa, l'aménagement d'un terrain comprend la construction sur celui-ci d'un bâtiment dont l'utilisation est inhérente à l'utilisation ou au maintien d'un parc, d'un terrain de jeux ou d'un espace naturel.

La Communauté urbaine de Montréal et toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de cette dernière peuvent conclure une entente selon laquelle la municipalité cède à la Communauté, aux fins de l'exercice par celle-ci de sa compétence en matière de parcs régionaux, une partie des terrains ou du fonds visés au présent article.

« **117.16** Une somme versée en application d'une disposition édictée en vertu de l'article 117.1 ne constitue ni une taxe, ni une compensation, ni un mode de tarification. ».

**51.** L'article 118 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe 3° du deuxième alinéa, des mots « portée au rôle d'évaluation ».

**52.** L'article 119 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, de « et 14° » par « , 14°, 16° et 16.1° ».

**53.** L'intitulé de la section V du chapitre IV du titre I de cette loi est modifié par l'insertion, après les mots « L'ADOPTION », des mots « ET L'ENTRÉE EN VIGUEUR ».

**54.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section V du chapitre IV du titre I, de l'intitulé suivant :

« § 1.—*La consultation sur un règlement original et son adoption* ».

**55.** L'article 123 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « , la modification ou l'abrogation » ;

2° par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

**56.** Cette loi est modifiée par la suppression, après l'article 123, de l'intitulé suivant :

« § 1.—*La consultation*

**57.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 130, de ce qui suit :

« § 1.1.—*La consultation sur un règlement modificateur et son adoption*

« **130.1** Le conseil de la municipalité peut modifier, en suivant le processus prévu par la présente sous-section, le règlement de zonage, de lotissement ou de construction de la municipalité, son règlement prévu à l'article 116 ou son règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme, sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale.

Toutefois, les articles 130.2 à 130.6 ne s'appliquent pas à l'égard d'un règlement d'une municipalité régionale de comté adopté pour un territoire non organisé.

« **130.2** Le conseil de la municipalité commence, par l'adoption d'un projet de règlement, le processus de modification de tout règlement à l'égard duquel s'applique le présent article.

Le plus tôt possible après l'adoption du projet, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet à la municipalité régionale de comté une copie certifiée conforme du projet et de la résolution par laquelle il est adopté.

« **130.3** Le conseil de la municipalité doit tenir une assemblée publique de consultation, présidée par le maire, sur le projet de règlement.

Il fixe la date, l'heure et le lieu de l'assemblée; il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité.

« **130.4** Au plus tard le quinzième jour qui précède la tenue de l'assemblée publique, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité affiche au bureau de celle-ci et publie dans un journal diffusé sur son territoire un avis de la date, de l'heure, du lieu et de l'objet de l'assemblée.

À moins qu'il ne s'agisse d'un projet de règlement de concordance devant être adopté en vertu de l'article 58 ou 59, lorsque le projet concerne une zone ou un secteur, l'avis doit illustrer par croquis le périmètre de la zone ou du secteur et le décrire par l'utilisation, autant que possible, du nom des voies de circulation. Il doit alors être affiché dans la zone ou le secteur, de manière à être facilement visible pour les passants.

« **130.5** Au plus tard le quinzième jour qui précède la tenue de l'assemblée publique sur un projet de règlement qui a des effets à l'égard d'un immeuble acquis en vertu d'une disposition de la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1) ou d'une autre disposition législative permettant à une municipalité d'acquérir des immeubles à des fins industrielles, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet au ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie un avis qui indique sommairement en quoi l'immeuble est touché par le projet et qui mentionne la date, l'heure, le lieu et l'objet de l'assemblée.

« **130.6** Au cours de l'assemblée publique, le conseil explique le projet de règlement et entend les personnes et organismes qui désirent s'exprimer.

« **130.7** Après la tenue de l'assemblée publique, le conseil de la municipalité adopte, avec ou sans changement, le règlement.

Le plus tôt possible après l'adoption du règlement, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet une copie certifiée conforme du règlement et de la résolution par laquelle il est adopté, à des fins d'enregistrement, à la Commission. ».

**58.** L'intitulé de la sous-section 2 de la section V du chapitre IV du titre I et l'article 131 de cette loi sont remplacés par l'intitulé et les articles suivants :

« § 2.—*L'approbation de certains règlements par les personnes habiles à voter*

« **130.8** Les articles 131 à 137 s'appliquent à l'égard de tout règlement qui a pour objet de modifier le règlement de zonage ou de lotissement de la municipalité en modifiant, remplaçant ou supprimant une disposition qui porte sur une matière prévue à l'un des paragraphes 1° à 6° et 10° à 22° du deuxième alinéa de l'article 113 ou sur une matière prévue à l'un des paragraphes 1°, 3°, 4° et 4.1° du deuxième alinéa de l'article 115.

Toutefois, les articles 131 à 137 ne s'appliquent pas à l'égard d'un règlement de concordance qui apporte une modification visée au premier alinéa, en vertu de l'article 58, 59 ou 110.4, uniquement pour tenir compte de la modification ou de la révision du schéma d'aménagement ou de la modification du plan d'urbanisme.

« **131.** Tout règlement à l'égard duquel s'applique le présent article doit, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2), être approuvé par les personnes habiles à voter de tout le territoire de la municipalité ou d'une partie de celui-ci, selon ce que prévoit l'article 132.

Un tel règlement peut contenir plus d'une disposition rendant obligatoire l'approbation par les personnes habiles à voter, dans la mesure où, si chaque telle disposition était contenue dans un règlement distinct, tous ces règlements distincts devraient être approuvés par les mêmes personnes habiles à voter.

Pour l'application du deuxième alinéa, il est présumé, le cas échéant, que les personnes habiles à voter de toutes les zones

contiguës ou de tous les secteurs contigus visés à l'article 132 auraient le droit de participer au processus d'approbation.

« **131.1** Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité doit, lorsqu'un schéma d'aménagement est en vigueur sur le territoire de celle-ci, transmettre à la municipalité régionale de comté un avis indiquant la date à laquelle le règlement est réputé avoir été approuvé par les personnes habiles à voter. ».

**59.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 137, de ce qui suit :

« § 3.—*L'examen de la conformité de certains règlements aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire*

« **137.1** Les articles 137.2 à 137.8 s'appliquent lorsqu'un schéma d'aménagement est en vigueur sur le territoire de la municipalité.

« **137.2** Le plus tôt possible après l'adoption d'un règlement qui modifie le règlement de zonage, de lotissement ou de construction de la municipalité, après l'adoption par le conseil de celle-ci du règlement prévu à l'article 116, d'un règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou d'un règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale ou après l'adoption d'un règlement qui modifie l'un de ces trois derniers, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité transmet une copie certifiée conforme du règlement et de la résolution par laquelle il est adopté à la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend celui de la municipalité.

Toutefois, si le règlement doit être approuvé par les personnes habiles à voter, la transmission prévue au premier alinéa doit être faite le plus tôt possible, au choix du conseil, soit après cette approbation, soit après l'adoption du règlement. Dans le second cas, le greffier ou secrétaire-trésorier doit, en même temps qu'il fait la transmission, aviser la municipalité régionale de comté du fait que le règlement doit être approuvé par les personnes habiles à voter.

« **137.3** Dans les 120 jours qui suivent la transmission prévue à l'article 137.2, le conseil de la municipalité régionale de comté doit approuver le règlement, s'il est conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire, ou le désapprouver dans le cas contraire.

Doit être motivée la résolution par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté désapprouve le règlement.



Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le règlement est approuvé, le secrétaire-trésorier délivre un certificat de conformité à son égard et transmet une copie certifiée conforme du certificat à la municipalité et, à des fins d'enregistrement, à la Commission. Toutefois, lorsque le règlement doit également être approuvé par les personnes habiles à voter et que cette approbation n'a pas encore été donnée au moment où le conseil donne la sienne, la délivrance et la transmission prévues au présent alinéa sont faites le plus tôt possible après que la municipalité régionale de comté a reçu l'avis prévu à l'article 131.1.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle le règlement est désapprouvé, le secrétaire-trésorier transmet une copie certifiée conforme de celle-ci à la municipalité et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **137.4** Si le conseil de la municipalité régionale de comté désapprouve le règlement ou s'il fait défaut de se prononcer dans le délai prévu à l'article 137.3, le conseil de la municipalité peut demander à la Commission son avis sur la conformité du règlement aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité signifie à la Commission et à la municipalité régionale de comté une copie certifiée conforme de la résolution par laquelle l'avis est demandé.

Cette copie doit être reçue par la Commission dans les 15 jours qui suivent la transmission à la municipalité de la copie de la résolution par laquelle le règlement est désapprouvé ou, selon le cas, qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 137.3.

« **137.5** La Commission doit donner son avis dans les 60 jours qui suivent la réception de la copie de la résolution par laquelle l'avis est demandé.

L'avis selon lequel le règlement n'est pas conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis à la municipalité et à la municipalité régionale de comté.

Si l'avis indique que le règlement est conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire, le secrétaire-trésorier doit, le plus tôt possible après la réception de la copie de l'avis, délivrer un certificat de conformité à l'égard du

règlement et en transmettre une copie certifiée conforme à la municipalité. Toutefois, lorsque le règlement doit également être approuvé par les personnes habiles à voter et que cette approbation n'a pas encore été donnée au moment où le secrétaire-trésorier reçoit la copie de l'avis de la Commission, la délivrance et la transmission prévues au présent alinéa sont faites le plus tôt possible après que la municipalité régionale de comté a reçu l'avis prévu à l'article 131.1.

« **137.6** Dans le cas où la municipalité est tenue, en vertu de l'article 58 ou 59, d'adopter un règlement de concordance, si l'avis de la Commission indique que le règlement n'est pas conforme aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire ou si la Commission n'a pas reçu de demande d'avis à l'égard du règlement dans le délai prévu à l'article 137.4, le conseil de la municipalité régionale de comté doit demander à la municipalité de remplacer le règlement, dans le délai qu'il prescrit, par un autre qui est conforme à ces objectifs et dispositions.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution par laquelle la demande de remplacement est formulée, le secrétaire-trésorier en transmet une copie certifiée conforme à la municipalité.

Le délai prescrit pour le remplacement ne peut se terminer avant l'expiration de la période de 45 jours qui suit la transmission prévue au deuxième alinéa.

« **137.7** Les articles 130.2 à 130.6 ne s'appliquent pas à l'égard d'un nouveau règlement qui diffère de celui qu'il remplace, à la demande du conseil de la municipalité régionale de comté formulée en vertu de l'article 137.6, uniquement pour assurer sa conformité aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire.

« **137.8** Si le conseil de la municipalité fait défaut d'adopter, dans le délai prévu à l'article 58 ou 59 ou dans celui qui est prescrit en vertu de l'article 137.6, selon le cas, un règlement de concordance, le conseil de la municipalité régionale de comté peut l'adopter à sa place.

Les articles 130.2 à 137.6 ne s'appliquent pas à l'égard du règlement adopté par le conseil de la municipalité régionale de comté en vertu du premier alinéa. Il est assimilé à un règlement adopté par le conseil de la municipalité et approuvé par celui de la municipalité régionale de comté. Le plus tôt possible après l'adoption du règlement, le secrétaire-trésorier délivre un certificat de conformité à son égard.

Le plus tôt possible après l'adoption du règlement et la délivrance du certificat, le secrétaire-trésorier transmet une copie certifiée conforme du règlement, de la résolution par laquelle il est adopté et du certificat à la municipalité et, à des fins d'enregistrement, à la

Commission. La copie du règlement transmise à la municipalité tient lieu d'original aux fins de la délivrance par cette dernière de copies certifiées conformes du règlement.

Les dépenses que la municipalité régionale de comté effectue pour agir à la place de la municipalité lui sont remboursées par cette dernière.

« § 4.—*L'examen de la conformité de certains règlements au plan d'urbanisme*

« **137.9** Les articles 137.10 à 137.14 s'appliquent à l'égard de tout règlement de concordance qui doit être conforme au plan d'urbanisme en vertu de l'article 59.5, 110.4 ou 110.5.

Toutefois, ils ne s'appliquent pas à l'égard d'un règlement adopté par le conseil de la municipalité régionale de comté conformément à l'article 137.8. Un tel règlement est réputé conforme au plan dès son adoption.

« **137.10** Le plus tôt possible après l'adoption d'un règlement à l'égard duquel s'applique le présent article, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité donne, conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière, un avis public qui mentionne l'adoption du règlement et qui explique les règles prévues aux deux premiers alinéas de l'article 137.11 et au premier alinéa de l'article 137.12.

« **137.11** Toute personne habile à voter du territoire de la municipalité peut demander par écrit à la Commission son avis sur la conformité du règlement au plan.

La demande doit être transmise à la Commission dans les 45 jours qui suivent la publication de l'avis prévu à l'article 137.10.

Le secrétaire de la Commission transmet à la municipalité une copie de toute demande transmise dans le délai prévu.

« **137.12** Si la Commission reçoit, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 137.11 à l'égard du règlement, elle doit, dans les 60 jours qui suivent l'expiration du délai prévu à cet article, donner son avis sur la conformité du règlement au plan.

Dans le cas où la conformité du règlement au plan est exigée en vertu de l'article 110.5, le plan pris en considération par la Commission est celui qui est modifié par le règlement visé à cet article, même si ce règlement n'est pas en vigueur.

L'avis selon lequel le règlement n'est pas conforme au plan peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis à la municipalité et à toute personne qui a formulé la demande.

Le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité affiche au bureau de celle-ci la copie de l'avis qu'elle a reçue.

« **137.13** Si la Commission ne reçoit pas, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la municipalité, une demande faite conformément à l'article 137.11 à l'égard du règlement, celui-ci est réputé conforme au plan à compter de l'expiration du délai prévu à cet article.

Le règlement est également réputé conforme au plan à compter de la date où la Commission donne, conformément à l'article 137.12, un avis attestant cette conformité.

« **137.14** Le conseil de la municipalité doit adopter un nouveau règlement de concordance qui remplace celui qui n'est pas, en vertu de l'article 137.13, réputé conforme au plan, afin d'assurer cette conformité.

Les articles 130.2 à 130.6 ne s'appliquent pas à l'égard d'un nouveau règlement qui diffère de celui qu'il remplace uniquement pour assurer sa conformité au plan.

Le nouveau règlement doit être adopté avant l'expiration du délai qui se termine en dernier entre celui qui est prévu pour l'adoption du règlement devant être remplacé et un délai de 90 jours après celui où la Commission donne son avis selon lequel ce règlement n'est pas conforme au plan.

#### « § 5.—*L'entrée en vigueur des règlements*

« **137.15** Tout règlement à l'égard duquel s'appliquent les articles 137.2 à 137.7 ou qui est adopté par le conseil de la municipalité régionale de comté conformément à l'article 137.8 entre en vigueur à la date de la délivrance du certificat de conformité à son égard.

Toutefois, si les articles 137.10 à 137.14 s'appliquent également à l'égard du règlement, il entre en vigueur à la plus tardive entre la date de la délivrance du certificat de conformité à son égard et la date à compter de laquelle, selon l'article 137.13, il est réputé conforme au plan d'urbanisme.

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur prévue au premier ou au deuxième alinéa, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité en publie un avis dans un journal diffusé sur le territoire de celle-ci et affiche cet avis au bureau de cette dernière.

« **137.16** Tout règlement, visé à l'article 123 ou 130.1, d'une municipalité sur le territoire de laquelle n'est en vigueur aucun schéma d'aménagement entre en vigueur, sous réserve des articles 44, 64 et 105, conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière.

Si les articles 137.10 à 137.14 s'appliquent à l'égard du règlement, son entrée en vigueur ne peut être antérieure à la date à compter de laquelle, selon l'article 137.13, il est réputé conforme au plan d'urbanisme.

« **137.17** Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du règlement, le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité en transmet une copie certifiée conforme, accompagnée d'un avis de la date de son entrée en vigueur, à toute municipalité dont le territoire est contigu, à la municipalité régionale de comté et, à des fins d'enregistrement, à la Commission. ».

**60.** L'article 145.14 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « sous réserve des articles 58 à 60 » par « conformément aux dispositions applicables de la section V » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

**61.** L'article 145.18 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « 125 à 129 » par « 130.3 à 130.6 ».

**62.** L'article 148.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de « 5° » par « 6° du premier alinéa ».

**63.** Les articles 149 à 157 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **149.** Les articles 150 à 157 s'appliquent à l'égard des interventions qui consistent dans le fait que le gouvernement ou l'un de ses ministres ou mandataires :

1° commence à utiliser un terrain ou change l'usage qu'il en fait ;

2° effectue des travaux sur le sol ;

3° construit, installe, démolit, retire, agrandit ou déplace un bâtiment, un équipement ou une infrastructure ou change l'usage qu'il en fait;

4° crée ou abolit une réserve faunique, un refuge faunique, une zone d'exploitation contrôlée, un parc ou une réserve écologique ou en modifie les limites;

5° désigne et délimite une partie des terres du domaine public aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques, abolit ces désignation et délimitation ou les modifie;

6° autorise, conformément à la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1), la construction d'un chemin autre qu'un chemin forestier ou minier;

7° autorise la construction d'un chemin forestier principal prévu dans un plan général d'aménagement forestier en délivrant, conformément à la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1), un permis d'intervention qui prévoit la construction d'un tel chemin;

8° met en disponibilité, à des fins de villégiature sur des terres du domaine public, un site qui est constitué d'au moins cinq emplacements et où la concentration atteint au moins un emplacement par 0,8 hectare.

Toutefois, les articles 150 à 157 ne s'appliquent pas à l'égard :

1° d'une intervention mentionnée à l'un des paragraphes 1° à 3° du premier alinéa, autre qu'une telle intervention concernant un élément d'un réseau d'électricité, sur un territoire visé à l'un des paragraphes 4° et 5° du premier alinéa;

2° d'une intervention d'Hydro-Québec mentionnée à l'un des paragraphes 1° à 3° du premier alinéa, autre qu'une construction devant, en vertu de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5), être autorisée au préalable par le gouvernement;

3° d'une intervention mentionnée à l'un des paragraphes 1° à 3° du premier alinéa qui est reliée à la gestion des ressources sur les terres du domaine public, telle une activité d'aménagement forestier ou une activité d'aménagement à des fins fauniques;

4° d'une intervention mentionnée à l'un des paragraphes 2° et 3° du premier alinéa qui vise à remettre les lieux en état à la suite d'une occupation sans droit de ceux-ci;

5° de travaux de réfection ou d'entretien.

Pour l'application des paragraphes 1° et 3° du premier alinéa, la cession d'un droit à l'égard d'un terrain, d'un bâtiment, d'un équipement ou d'une infrastructure ne constitue pas en soi le début de l'utilisation ou un changement d'usage de celui-ci.

« **150.** Le gouvernement ou l'un de ses ministres ou mandataires ne peut faire une intervention à l'égard de laquelle s'applique le présent article, sur un territoire où est en vigueur un schéma d'aménagement ou un règlement de contrôle intérimaire adopté par le conseil d'une municipalité régionale de comté, que si cette intervention est réputée, en vertu de l'article 157, conforme aux objectifs du schéma ou aux dispositions du règlement.

Si, sur le territoire visé, un schéma et un règlement sont simultanément en vigueur et si l'intervention est conforme aux objectifs du schéma mais non conforme aux dispositions du règlement, ou vice versa, on tient compte, pour l'application du premier alinéa, de celui des deux documents dont les dispositions applicables au territoire visé sont entrées en vigueur le plus récemment.

Dans le cas d'une intervention prévue au paragraphe 7° du premier alinéa de l'article 149, seuls sont pris en considération, aux fins de l'examen de la conformité de celle-ci, les éléments du permis visé à ce paragraphe qui concernent la construction d'un chemin forestier principal.

« **151.** Lorsqu'une intervention visée à l'article 150 est projetée, le ministre doit signifier à la municipalité régionale de comté un avis qui décrit l'intervention.

Le ministre transmet à la Commission, à des fins d'enregistrement, une copie de l'avis.

L'avis demeure valide pendant trois ans après la date où l'intervention est réputée, en vertu de l'article 157, conforme aux objectifs du schéma d'aménagement ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire et pendant la période où l'intervention se poursuit après ces trois ans, sans égard aux changements apportés au schéma ou au règlement qui entrent en vigueur avant la fin de l'intervention. Si l'intervention n'est pas commencée au cours de ces trois ans et demeure projetée à l'expiration de ceux-ci, le ministre doit signifier un nouvel avis à son égard. Le deuxième alinéa de l'article 150 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, aux fins du présent alinéa.

Toutefois, dans le cas d'une construction devant, en vertu de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5), être autorisée au

préalable par le gouvernement, la période de trois ans prévue au troisième alinéa commence à courir à la date où la construction, réputée conforme en vertu de l'article 157, est autorisée par le gouvernement.

« **152.** Le conseil de la municipalité régionale de comté doit, dans les 120 jours qui suivent la signification de l'avis prévu à l'article 151, donner son avis sur la conformité de l'intervention projetée aux objectifs du schéma d'aménagement ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire.

Le secrétaire-trésorier signifie au ministre, dans le délai prévu au premier alinéa, une copie certifiée conforme de la résolution formulant l'avis. Il en transmet une telle copie, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

Le ministre avise la municipalité régionale de comté, par écrit, de la date à laquelle il a reçu la copie.

« **153.** Si l'avis indique que l'intervention projetée n'est pas conforme aux objectifs du schéma d'aménagement ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire, le ministre peut, dans les 120 jours qui suivent la réception de la copie de la résolution formulant l'avis, demander à la Commission son avis sur cette conformité ou demander au conseil de la municipalité régionale de comté de modifier le schéma ou le règlement pour assurer cette conformité.

Si le ministre choisit de demander un avis à la Commission, il signifie sa demande à celle-ci dans le délai prévu au premier alinéa et en transmet une copie à la municipalité régionale de comté.

S'il choisit de demander une modification au schéma ou au règlement, il signifie à la municipalité régionale de comté, dans le délai prévu au premier alinéa, une demande motivée indiquant quelles modifications doivent être apportées pour assurer la conformité de l'intervention projetée aux objectifs du schéma ou aux dispositions du règlement. Il transmet une copie de cette demande à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté et, à des fins d'enregistrement, à la Commission.

« **154.** La Commission doit, dans les 60 jours qui suivent la réception de la demande faite conformément au deuxième alinéa de l'article 153, donner son avis sur la conformité de l'intervention projetée aux objectifs du schéma d'aménagement ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire.



L'avis selon lequel cette intervention n'est pas conforme à ces objectifs ou dispositions peut contenir les suggestions de la Commission quant à la façon d'assurer cette conformité.

Le secrétaire de la Commission transmet une copie de l'avis au ministre et à la municipalité régionale de comté.

Si l'avis indique que l'intervention projetée n'est pas conforme aux objectifs du schéma ou aux dispositions du règlement, le ministre peut, dans les 30 jours qui suivent la réception de la copie de l'avis, demander au conseil de la municipalité régionale de comté de modifier le schéma ou le règlement pour assurer cette conformité. Le troisième alinéa de l'article 153 s'applique alors, compte tenu de l'adaptation nécessaire quant au délai de signification de la demande.

« **155.** Le conseil de la municipalité régionale de comté doit, dans les 90 jours qui suivent la signification de la demande faite conformément au troisième alinéa de l'article 153, adopter un règlement modifiant le schéma d'aménagement ou le règlement de contrôle intérimaire pour tenir compte de la demande.

Les articles 48 à 53.4 ne s'appliquent pas à l'égard d'un règlement qui modifie le schéma uniquement pour tenir compte de la demande. Pour l'application des articles 53.7 à 53.9, le ministre donne son avis sur la conformité de l'intervention projetée aux objectifs du schéma, tel que modifié par le règlement, même si celui-ci n'est pas en vigueur.

« **156.** Si le conseil de la municipalité régionale de comté fait défaut d'adopter un règlement modifiant le schéma d'aménagement ou le règlement de contrôle intérimaire pour tenir compte de la demande du ministre, le gouvernement peut se substituer au conseil, selon le processus prévu au présent article.

Une fois le conseil en défaut, le ministre produit un document qui expose l'intervention projetée et les modifications qui doivent être apportées au schéma d'aménagement ou au règlement de contrôle intérimaire pour assurer la conformité de l'intervention aux objectifs du schéma ou aux dispositions du règlement. Il transmet une copie du document à la municipalité régionale de comté et à chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté.

Le ministre tient, par l'intermédiaire d'un représentant, une ou plusieurs assemblées publiques de consultation sur le document prévu au deuxième alinéa. Le représentant fixe la date, l'heure et le lieu de toute assemblée.

Au plus tard le quinzième jour qui précède la tenue d'une assemblée, le ministre ou son représentant publie, dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité régionale de comté, un avis de la date, de l'heure, du lieu et de l'objet de l'assemblée. Cet avis doit également contenir un résumé du document prévu au deuxième alinéa et mentionner qu'une copie de ce document peut être consultée au bureau de chaque municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté.

Au cours d'une assemblée, le représentant du ministre explique le document prévu au deuxième alinéa et entend les personnes et organismes qui désirent s'exprimer.

Après la tenue de l'assemblée unique ou, selon le cas, de la dernière des assemblées, le gouvernement peut, par décret, adopter un règlement modifiant le schéma d'aménagement ou le règlement de contrôle intérimaire pour assurer la conformité de l'intervention projetée aux objectifs du schéma ou aux dispositions du règlement. Le règlement adopté par le gouvernement est réputé adopté par le conseil de la municipalité régionale de comté. Le plus tôt possible après l'adoption du décret, le ministre transmet une copie de celui-ci et du règlement à la municipalité régionale de comté. Le règlement entre en vigueur à la date mentionnée dans le décret.

« **157.** L'intervention projetée est réputée conforme aux objectifs du schéma d'aménagement ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire :

1° lorsque le conseil de la municipalité régionale de comté ou la Commission donne un avis selon lequel cette conformité existe ;

2° lorsque le conseil de la municipalité régionale de comté ne donne pas son avis sur cette conformité dans le délai prévu au premier alinéa de l'article 152 ;

3° lorsqu'entre en vigueur un règlement modifiant le schéma d'aménagement ou le règlement de contrôle intérimaire adopté, soit par le conseil de la municipalité régionale de comté pour tenir compte d'une demande du ministre signifiée conformément au troisième alinéa de l'article 153, soit par le gouvernement conformément au sixième alinéa de l'article 156. ».

**64.** L'article 161 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « au ministre de l'énergie et des ressources pour les fins du cadastre et ».

**65.** L'article 163 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 156 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à cette consultation. ».

**66.** L'article 165.1 de cette loi est abrogé.

**67.** L'article 165.2 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « au plus tard le quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de la réception par le ministre d'une copie du règlement ».

**68.** L'article 165.3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de « Le deuxième alinéa de l'article 59 et l'article 60 » par « Les articles 137.3 à 137.5 et 137.15 » ;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « , à la Commission et la municipalité régionale de comté » ;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le règlement entre en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière. ».

**69.** L'article 221 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « ou d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction » par les mots « , d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction ou d'un règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale » ;

2° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots « règlement de zonage, de lotissement ou de construction » par les mots « tel règlement ».

**70.** L'article 224 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « de l'article 151 » par « d'une demande d'avis portant sur une intervention gouvernementale ».

**71.** L'article 227 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « requête », des mots « du Procureur général, » ;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1° du premier alinéa, de « ou un règlement de construction » par « , un règlement de construction, un règlement prévu à l'article 116 ou un règlement de contrôle intérimaire ou incompatible avec un plan approuvé conformément à l'article 145.19 » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 2° du premier alinéa, de « du chapitre VI du titre I » par « de l'article 150 » ;

4° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, de « à la loi et aux règlements » par « au règlement ou au plan visé au paragraphe 1° du premier alinéa ou pour rendre conforme aux objectifs du schéma d'aménagement applicable ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire applicable l'intervention à l'égard de laquelle s'applique l'article 150 ».

**72.** L'article 228 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des première et deuxième lignes par ce qui suit :

« **228.** Est annulable un lotissement, une opération cadastrale ou le morcellement d'un lot fait par aliénation qui est effectué à l'encontre d'un règlement de lotissement, d'un règlement de contrôle intérimaire ou d'un plan approuvé conformément à l'article 145.19. Le Procureur général ou tout intéressé, y » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'un lotissement, d'une opération cadastrale ou d'un morcellement dont les effets ont été confirmés par l'immatriculation des immeubles faite dans le cadre de la rénovation ou de la révision cadastrale dont a fait l'objet le territoire concerné par l'application d'un plan de rénovation préparé en vertu du chapitre II de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1) ou d'un plan dressé après le 30 septembre 1985 en vertu de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., chapitre T-11). ».

**73.** L'article 229 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, de « , de l'article 162 ou du règlement de contrôle intérimaire visé à l'article 65 » par « ou de l'article 162 » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, de «à la loi et aux règlements» par «à l'article 61 ou 162».

**74.** L'article 230 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « , de l'article 162 ou du règlement de contrôle intérimaire visé à l'article 65 » par « ou de l'article 162 »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Les deux premiers alinéas ne s'appliquent pas à l'égard d'une opération cadastrale ou d'un morcellement dont les effets ont été confirmés par l'immatriculation des immeubles faite dans le cadre de la rénovation ou de la révision cadastrale dont a fait l'objet le territoire concerné par l'application d'un plan de rénovation préparé en vertu du chapitre II de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1) ou d'un plan dressé après le 30 septembre 1985 en vertu de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., chapitre T-11). ».

**75.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 234, du suivant:

« **234.1** Lorsque la présente loi exige qu'une copie d'un schéma d'aménagement révisé ou d'un règlement soit transmise à un destinataire, après son entrée en vigueur, et que celui-ci a déjà reçu une copie identique après l'adoption du schéma ou du règlement, l'expéditeur peut transmettre au destinataire, au lieu de la copie, un avis indiquant que le texte en vigueur est identique au texte adopté et précisant les dates de l'entrée en vigueur et de l'adoption.

Lorsque la présente loi exige qu'une copie d'un schéma ou d'un règlement, adopté en remplacement d'un autre qui n'a pu entrer en vigueur en raison d'un défaut de conformité, soit transmise à un destinataire, après son adoption, et que celui-ci a déjà reçu une copie du schéma ou du règlement remplacé, l'expéditeur peut transmettre au destinataire, au lieu de la copie, les seules pages du nouveau schéma ou règlement qui contiennent des changements par rapport au schéma ou au règlement remplacé, avec un avis qui indique les changements, qui mentionne qu'hormis ceux-ci le nouveau texte est identique au précédent et qui précise la date d'adoption de chacun. ».

**76.** L'article 235 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les sixième, septième et huitième lignes du deuxième alinéa, de « , la date de la publication de l'avis indiquant l'intention du conseil de la municipalité de ne pas modifier son règlement pour le rendre

conforme au plan d'urbanisme » par « ou à l'article 59.7 ou 110.7, la date de la publication de l'avis prévu au troisième alinéa de l'article 102 ou au deuxième alinéa de l'article 59.6 ou 110.6 ».

**77.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 237, du suivant :

« **237.1** Le conseil de la municipalité régionale de comté peut, par règlement, déléguer au comité administratif de celle-ci tout ou partie de ses pouvoirs prévus par la présente loi, à l'exception de l'adoption d'un règlement, d'un projet de règlement ou d'un document accompagnant l'un ou l'autre.

Le premier alinéa prime l'article 124 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). ».

**78.** L'article 240 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, de « ou de tout règlement de zonage, de lotissement ou de construction » par « , de tout règlement de zonage, de lotissement ou de construction, de tout règlement prévu à l'article 116 ou de tout règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble ou sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale » ;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, de « de conformité de tout règlement visé à l'article 102 au plan d'urbanisme d'une municipalité » par « sur la conformité au plan d'urbanisme de la municipalité de tout règlement visé à l'article 102 ou à l'égard duquel s'appliquent les articles 59.6 à 59.9 et 137.10 à 137.14 » ;

3° par la suppression du troisième alinéa.

**79.** L'article 241 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2° du premier alinéa, des nombres « 96, 100 » par les nombres « 56.11, 57, 96, 100, 110.3 » ;

2° par la suppression du paragraphe 7° du premier alinéa ;

3° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Un tel règlement doit être enregistré auprès de la Commission. ».

**80.** L'article 246 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Toutefois, une telle disposition peut avoir pour effet d'empêcher l'extraction de sable, de gravier ou de pierre à construire sur les terres privées où, en vertu de l'article 5 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1), le droit à ces substances minérales est abandonné au propriétaire du sol. ».

**81.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 246, du suivant:

« **246.1** L'inobservation, par une municipalité régionale de comté ou une municipalité ou par l'un de ses membres du conseil ou fonctionnaires, d'une formalité prévue par la présente loi n'invalide pas un acte, à moins qu'elle ne cause un préjudice sérieux ou que la loi n'en prévoie l'effet, notamment en disposant que la formalité doit être respectée sous peine de nullité ou de rejet de l'acte. ».

**82.** L'article 264 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Son comité exécutif est assimilé au comité administratif d'une municipalité régionale de comté. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa, de « 108 » par « 107, 59.5 à 59.9 et 137.10 à 137.14 »;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa et après le nombre « 46 », de « , 59 à 59.4 et 137.2 à 137.8 »;

4° par la suppression du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° du deuxième alinéa;

5° par le remplacement, dans la première ligne du sous-paragraphe *b.1* du paragraphe 2° du deuxième alinéa, de « et 129 » par « , 129 et 130.3 ».

**83.** L'article 264.0.1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa, de « 108 » par « 107, 59.5 à 59.9 et 137.10 à 137.14 »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa et après le nombre « 46 », de « , 59 à 59.4 et 137.2 à 137.8 » ;

3° par la suppression du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° du deuxième alinéa.

**84.** L'article 264.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **264.1** Pour l'application de la présente loi, à l'exception du chapitre I de son titre II, la Communauté urbaine de Montréal est assimilée à une municipalité régionale de comté. » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « mentionnées au premier alinéa s'appliquent » par les mots « de la présente loi s'appliquent à la Communauté et aux municipalités qui en sont membres, sous réserve du troisième alinéa, » ;

3° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « est réputé être le secrétaire-trésorier » par les mots « et ce comité sont assimilés respectivement au secrétaire-trésorier et au comité administratif » ;

4° par la suppression du paragraphe 3° du deuxième alinéa ;

5° par l'insertion, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 4° du deuxième alinéa et après les mots « d'urbanisation », de « , ailleurs que dans toute zone déterminée conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 6 » ;

6° par la suppression du sous-paragraphe *b* du paragraphe 4° du deuxième alinéa ;

7° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 5° du deuxième alinéa, du mot « normes » par le mot « règles » ;

8° par la suppression du paragraphe 6° du deuxième alinéa ;

9° par le remplacement du paragraphe 7° du deuxième alinéa par le suivant :

« 7° le délai de 120 jours prévu aux articles 56.4 et 56.14 est remplacé par un délai de six mois ; » ;

10° par la suppression, dans les quatre premières lignes du paragraphe 8° du deuxième alinéa, de « sur la version définitive du



schéma d'aménagement de la Communauté, en vertu de l'article 20, de même que celles qui portent sur un projet de modification du schéma, » ;

11° par la suppression du paragraphe 9° du deuxième alinéa ;

12° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 10° du deuxième alinéa, de « 36 à 45, 57, 59, 60, 102 » par « 59 à 59.4, 137.2 à 137.8 » ;

13° par la suppression du paragraphe 12° du deuxième alinéa ;

14° par le remplacement des trois derniers alinéas par le suivant :

« Pour l'application de l'article 252, ne sont pas inconciliables avec les dispositions de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102) les dispositions de la présente loi qui concernent les droits et obligations d'une municipalité dans le processus d'élaboration, de modification ou de révision du schéma d'aménagement, les effets de l'entrée en vigueur du schéma original, d'un schéma révisé ou d'un règlement modifiant le schéma et les règles relatives à la conformité d'un règlement ou d'un acte aux objectifs du schéma, aux dispositions du document complémentaire ou à celles du règlement de contrôle intérimaire d'une municipalité régionale de comté. Toutefois, le conseil de la Ville de Montréal n'est pas tenu d'adopter ou de modifier un plan d'urbanisme ou un règlement que la charte ne prévoit pas ; si la charte prévoit un règlement qui correspond à un règlement que les dispositions de la présente loi mentionnées au présent alinéa obligent le conseil de la Ville à adopter ou à modifier, celui-ci l'adopte ou le modifie conformément à la charte et aux dispositions applicables de la présente loi, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

**85.** L'article 264.2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **264.2** Pour l'application de la présente loi, à l'exception du chapitre I de son titre II, la Communauté urbaine de Québec est assimilée à une municipalité régionale de comté. » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « mentionnées au premier alinéa s'appliquent » par les mots « de la présente loi s'appliquent à la Communauté et aux municipalités qui en sont membres, sous réserve du troisième alinéa, » ;

3° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots «est réputé être le secrétaire-trésorier» par les mots «et ce comité sont assimilés respectivement au secrétaire-trésorier et au comité administratif»;

4° par l'insertion, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° du deuxième alinéa et après les mots «d'urbanisation», de « , ailleurs que dans toute zone déterminée conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 6 »;

5° par la suppression du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du deuxième alinéa;

6° par le remplacement du paragraphe 3° du deuxième alinéa par le suivant :

«3° le délai de 120 jours prévu aux articles 56.4 et 56.14 est remplacé par un délai de six mois;»;

7° par la suppression, dans les quatre premières lignes du paragraphe 3.1° du deuxième alinéa, de «sur la version définitive du schéma d'aménagement révisé de la Communauté, prévues à l'article 20, de même que celles qui portent sur un projet de modification du schéma, »;

8° par la suppression du paragraphe 5° du deuxième alinéa;

9° par le remplacement des trois derniers alinéas par le suivant :

« Pour l'application de l'article 252, ne sont pas inconciliables avec les dispositions de la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) les dispositions de la présente loi qui concernent les droits et obligations d'une municipalité dans le processus d'élaboration, de modification ou de révision du schéma d'aménagement, les effets de l'entrée en vigueur du schéma original, d'un schéma révisé ou d'un règlement modifiant le schéma et les règles relatives à la conformité d'un règlement ou d'un acte aux objectifs du schéma, aux dispositions du document complémentaire ou à celles du règlement de contrôle intérimaire d'une municipalité régionale de comté. Toutefois, le conseil de la Ville de Québec n'est pas tenu d'adopter ou de modifier un plan d'urbanisme ou un règlement que la charte ne prévoit pas; si la charte prévoit un règlement qui correspond à un règlement que les dispositions de la présente loi mentionnées au présent alinéa obligent le conseil de la Ville à adopter ou à modifier, celui-ci l'adopte ou le modifie conformément à la charte et aux dispositions applicables de la présente loi, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

**86.** L'article 264.3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant :

« **264.3** Pour l'application de la présente loi, à l'exception du chapitre I de son titre II, la Communauté urbaine de l'Outaouais est assimilée à une municipalité régionale de comté. » ;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du troisième alinéa, des mots « mentionnées aux deux premiers alinéas s'appliquent » par les mots « de la présente loi s'appliquent à la Communauté et aux municipalités qui en sont membres » ;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3° du troisième alinéa et après les mots « d'urbanisation », de « , ailleurs que dans toute zone déterminée conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 6 » ;

4° par la suppression du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3° du troisième alinéa ;

5° par le remplacement du paragraphe 4° du troisième alinéa par le suivant :

« 4° le délai de 120 jours prévu aux articles 56.4 et 56.14 est remplacé par un délai de six mois ; » ;

6° par la suppression, dans les quatre premières lignes du paragraphe 5° du troisième alinéa, de « sur la version définitive du schéma d'aménagement révisé de la Communauté, prévues à l'article 20, de même que celles qui portent sur un projet de modification du schéma, » ;

7° par la suppression du paragraphe 8° du troisième alinéa ;

8° par la suppression du quatrième alinéa.

**87.** L'article 267 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « ministères » par le mot « ministres » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après « 53.12 », de « , 56.4, 56.14 et 56.16 ».

#### LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

**88.** L'article 458.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du texte français, de «places d'affaires et plus de 50% des places d'affaires» par «établissements et plus de 50% des établissements»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Pour l'application de la présente sous-section, un établissement et le contribuable qui le tient ou l'occupe sont respectivement un lieu d'affaires imposable et son occupant au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1). ».

**89.** Le texte français de l'article 458.3 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «une place d'affaires» par les mots «un établissement»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe b du deuxième alinéa, des mots «place d'affaires» par le mot «établissement»;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots «ayant une place d'affaires» par les mots «tenant un établissement».

**90.** L'article 458.20 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot «cotisation», des mots «et les règles transitoires applicables lorsque le territoire de la société est modifié».

**91.** L'article 458.25 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**458.25** À une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin, la société adopte son budget, qui peut inclure tout projet comportant des dépenses de nature capitale.

«**458.25.1** Tout emprunt de la société dont l'objet est le financement d'un projet comportant des dépenses de nature capitale doit être autorisé par le conseil. ».

**92.** L'article 458.27 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots «de fonctionnement».

**93.** L'article 458.28 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la troisième ligne, des mots «et sont les mêmes pour toutes les sociétés»;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « limite », des mots « minimale ou ».

**94.** Le texte français de l'article 458.30 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement » ;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « une place d'affaires existante » par les mots « un établissement existant ».

**95.** L'article 458.31 de cette loi est abrogé.

**96.** L'article 458.32 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot « perception », des mots « , ainsi que la liste des membres qui les ont acquittées ».

**97.** Les articles 458.34 à 458.36 de cette loi sont remplacés par les suivants :

**« 458.34** La requête prévue à l'article 458.33 doit, avant sa présentation au conseil, avoir été approuvée par les membres de la société lors d'une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin.

**« 458.35** La requête prévue à l'article 458.33 qui demande l'agrandissement du district de la société doit, après sa réception, faire l'objet d'une consultation auprès des contribuables qui tiennent un établissement sur le territoire dont l'ajout est proposé.

Les articles 458.4 à 458.13 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux fins de cette consultation. ».

**98.** L'article 458.39 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, de « L'article 458.33 n'empêche pas une société de » par « Une société peut » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du texte français, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement » ;

3° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « en dehors des limites du district » par les mots « hors du district ou qui occupe un immeuble, autre qu'un établissement, situé dans le district ou hors de celui-ci ».

**99.** L'article 458.44 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **458.44** Les dispositions de la présente sous-section qui visent un contribuable tenant ou occupant un établissement s'appliquent à tout mandataire de la Couronne du chef du Québec qui est un tel contribuable. ».

**100.** Les mots « place d'affaires » et « une place d'affaires » sont remplacés respectivement par les mots « établissement » et « un établissement » partout où ils se trouvent dans le texte français des articles 458.4, 458.5, 458.10, 458.11, 458.12, 458.22 et 458.29 de cette loi.

#### CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

**101.** L'article 634 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du texte français, de « places d'affaires et plus de 50 p. 100 des places d'affaires » par « établissements et plus de 50% des établissements » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Pour l'application de la présente section, un établissement et le contribuable qui le tient ou l'occupe sont respectivement un lieu d'affaires imposable et son occupant au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1). ».

**102.** Le texte français de l'article 636 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *b* du deuxième alinéa, des mots « place d'affaires » par le mot « établissement » ;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots « ayant une place d'affaires » par les mots « tenant un établissement ».

**103.** L'article 653 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « cotisation », des mots « et les règles transitoires applicables lorsque le territoire de la société est modifié ».

**104.** L'article 658 de ce code est remplacé par les suivants :

« **658.** À une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin, la société adopte son budget, qui peut inclure tout projet comportant des dépenses de nature capitale.

« **658.1** Tout emprunt de la société dont l'objet est le financement d'un projet comportant des dépenses de nature capitale doit être autorisé par le conseil. ».

**105.** L'article 660 de ce code est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « de fonctionnement ».

**106.** L'article 661 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « et sont les mêmes pour toutes les sociétés » ;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « limite », des mots « minimale ou ».

**107.** Le texte français de l'article 663 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « une place d'affaires existante » par les mots « un établissement existant ».

**108.** L'article 664 de ce code est abrogé.

**109.** L'article 665 de ce code est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot « perception », des mots « , ainsi que la liste des membres qui les ont acquittées ».

**110.** Les articles 667 à 669 de ce code sont remplacés par les suivants :

« **667.** La requête prévue à l'article 666 doit, avant sa présentation au conseil, avoir été approuvée par les membres de la société lors d'une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin.

« **668.** La requête prévue à l'article 666 qui demande l'agrandissement du district de la société doit, après sa réception, faire l'objet d'une consultation auprès des contribuables qui tiennent un établissement sur le territoire dont l'ajout est proposé.

Les articles 637 à 646 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux fins de cette consultation. ».

**111.** L'article 672 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, de « L'article 666 n'empêche pas une société de » par « Une société peut » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du texte français, des mots « une place d'affaires » par les mots « un établissement » ;

3° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « en dehors des limites du district » par les mots « hors du district ou qui occupe un immeuble, autre qu'un établissement, situé dans le district ou hors de celui-ci ».

**112.** L'article 677 de ce code est remplacé par le suivant :

« **677.** Les dispositions de la présente section qui visent un contribuable tenant ou occupant un établissement s'appliquent à tout mandataire de la Couronne du chef du Québec qui est un tel contribuable. ».

**113.** Les mots « place d'affaires » et « une place d'affaires » sont remplacés respectivement par les mots « établissement » et « un établissement » partout où ils se trouvent dans le texte français des articles 637, 638, 643, 644, 645, 655 et 662 de ce code.

**114.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 687, des suivants :

« **688.** Toute municipalité régionale de comté peut, par règlement, déterminer l'emplacement d'un parc régional, qu'elle soit propriétaire ou non de l'emprise de ce parc.

Un tel règlement est sans effet quant aux tiers tant que la municipalité régionale de comté n'est pas devenue propriétaire de l'emprise ou n'a pas conclu une entente lui permettant d'y exploiter le parc avec ce propriétaire ou, dans le cas d'une terre du domaine public, avec celui qui a autorité sur cette terre.

Pour l'application du présent article et des articles 688.1 à 688.4, un espace naturel est assimilé à un parc.

« **688.1** À compter de l'entrée en vigueur du règlement prévu à l'article 688, la municipalité régionale de comté peut conclure une entente avec toute personne qui détient le droit de propriété ou un autre droit sur un immeuble situé dans le parc visé.

Une telle entente peut prévoir :



1° que la personne conserve son droit pour une certaine période ou avec certaines restrictions;

2° que la personne accorde à la municipalité régionale de comté un droit de préemption;

3° que la personne s'engage à ne pas faire d'améliorations ni de modifications à l'immeuble sans le consentement de la municipalité régionale de comté;

4° que la personne s'engage, en cas d'expropriation totale ou partielle de son droit, à ne réclamer aucune indemnité en raison d'une plus-value dont pourrait bénéficier l'immeuble ou le droit par suite de l'établissement du parc ou en raison d'améliorations ou de modifications apportées à l'immeuble.

L'entente peut également prévoir toute autre condition relative à l'utilisation de l'immeuble ou du droit.

« **688.2** La municipalité régionale de comté peut, par règlement, à l'égard du parc visé:

1° établir des règles pour protéger et conserver le milieu naturel et ses éléments;

2° déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis;

3° prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui séjourne, circule ou exerce une activité et fixer les droits qu'elle doit payer;

4° prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes;

5° prohiber ou réglementer l'utilisation de véhicules;

6° prohiber le transport et la possession d'animaux ou prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui a la garde d'un animal;

7° prohiber ou réglementer l'affichage;

8° établir des règles pour maintenir l'ordre et pour assurer la propreté des lieux et le bien-être et la tranquillité des usagers;

9° prohiber certaines activités récréatives ou prescrire les conditions de participation à de telles activités;

10° prohiber ou réglementer l'exploitation de commerces;

11° déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée;

12° déterminer les pouvoirs et obligations des employés.

« **688.3** La municipalité régionale de comté peut, dans le parc visé, exploiter ou faire exploiter, à l'intention des usagers, des établissements d'hébergement, de restauration ou de commerce.

« **688.4** La municipalité régionale de comté, une municipalité locale et une communauté urbaine peuvent conclure une entente en matière de parcs. ».

#### LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE L'OUTAOUAIS

**115.** L'article 84 de la Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifié par l'addition, après le paragraphe 3°, du suivant:

« 4° l'établissement de parcs régionaux. ».

**116.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 128.2, de ce qui suit:

#### « § 4.—*Établissement de parcs régionaux*

« **129.** La Communauté peut, par règlement, déterminer l'emplacement d'un parc régional, qu'elle soit propriétaire ou non de l'emprise de ce parc.

Un tel règlement est sans effet quant aux tiers tant que la Communauté n'est pas devenue propriétaire de l'emprise ou n'a pas conclu une entente lui permettant d'y exploiter le parc avec ce propriétaire ou, dans le cas d'une terre du domaine public, avec celui qui a autorité sur cette terre.

Pour l'application de la présente sous-section, un espace naturel est assimilé à un parc.

« **130.** À compter de l'entrée en vigueur du règlement prévu à l'article 129, la Communauté peut conclure une entente avec toute personne qui détient le droit de propriété ou un autre droit sur un immeuble situé dans le parc visé.

Une telle entente peut prévoir:

1° que la personne conserve son droit pour une certaine période ou avec certaines restrictions;

2° que la personne accorde à la Communauté un droit de préemption;

3° que la personne s'engage à ne pas faire d'améliorations ni de modifications à l'immeuble sans le consentement de la Communauté;

4° que la personne s'engage, en cas d'expropriation totale ou partielle de son droit, à ne réclamer aucune indemnité en raison d'une plus-value dont pourrait bénéficier l'immeuble ou le droit par suite de l'établissement du parc ou en raison d'améliorations ou de modifications apportées à l'immeuble.

L'entente peut également prévoir toute autre condition relative à l'utilisation de l'immeuble ou du droit.

« **131.** La Communauté peut, par règlement, à l'égard du parc visé:

1° établir des règles pour protéger et conserver le milieu naturel et ses éléments;

2° déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis;

3° prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui séjourne, circule ou exerce une activité et fixer les droits qu'elle doit payer;

4° prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes;

5° prohiber ou réglementer l'utilisation de véhicules;

6° prohiber le transport et la possession d'animaux ou prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui a la garde d'un animal;

7° prohiber ou réglementer l'affichage;

8° établir des règles pour maintenir l'ordre et pour assurer la propreté des lieux et le bien-être et la tranquillité des usagers;

9° prohiber certaines activités récréatives ou prescrire les conditions de participation à de telles activités;

10° prohiber ou réglementer l'exploitation de commerces;

11° déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée;

12° déterminer les pouvoirs et obligations des employés.

« **131.1** La Communauté peut, dans le parc visé, exploiter ou faire exploiter, à l'intention des usagers, des établissements d'hébergement, de restauration ou de commerce.

« **131.2** La Communauté, une municipalité régionale de comté et une municipalité locale peuvent conclure une entente en matière de parcs. ».

#### LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

**117.** L'article 156 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « intermunicipal » par le mot « régional »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Pour l'application de la présente sous-section, un espace naturel est assimilé à un parc. ».

**118.** L'article 157.1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « intermunicipal » par le mot « régional »;

2° par le remplacement de la deuxième phrase par ce qui suit: « Un tel règlement est sans effet quant aux tiers tant que la Communauté n'est pas devenue propriétaire de l'emprise ou n'a pas conclu une entente lui permettant d'y exploiter le parc avec ce propriétaire ou, dans le cas d'une terre du domaine public, avec celui qui a autorité sur cette terre. ».

**119.** L'article 157.2 de cette loi est abrogé.

**120.** L'article 157.3 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « intermunicipal » par le mot « régional »;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne du paragraphe d, du mot « intermunicipal » par le mot « régional ».

**121.** L'article 158 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la septième ligne du premier alinéa, du mot « intermunicipal » par le mot « régional ».

**122.** L'article 158.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « intermunicipal » par le mot « régional ».

**123.** Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 158.1, du suivant :

« **158.0.1** La Communauté, une municipalité régionale de comté et une municipalité locale peuvent conclure une entente en matière de parcs. ».

**124.** L'article 158.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot « intermunicipal » par le mot « régional ».

**125.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 158.3, du suivant :

« **158.4** La Communauté peut fonder et maintenir, sur son territoire, des organismes ayant pour but la protection de l'environnement et la conservation des ressources, aider à leur création et à leur maintien et leur confier l'organisation et la gestion d'activités relatives aux buts qu'ils poursuivent. ».

#### LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

**126.** L'article 95 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant :

« *b*) les loisirs à caractère régional, y compris l'établissement de parcs régionaux et de pistes cyclables intermunicipales ; ».

**127.** L'article 141 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « intermunicipal » par le mot « régional » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Pour l'application de la présente sous-section, un espace naturel est assimilé à un parc. ».

**128.** L'article 142 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « intermunicipal » par le mot « régional ».

**129.** L'article 143 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne, du mot « intermunicipal » par le mot « régional ».

**130.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 143, des suivants :

« **143.1** Lorsque la Communauté a obtenu compétence en matière de parcs en vertu de l'article 95, elle peut, par règlement, déterminer l'emplacement d'un parc régional, qu'elle soit propriétaire ou non de l'emprise de ce parc.

Un tel règlement est sans effet quant aux tiers tant que la Communauté n'est pas devenue propriétaire de l'emprise ou n'a pas conclu une entente lui permettant d'y exploiter le parc avec ce propriétaire ou, dans le cas d'une terre du domaine public, avec celui qui a autorité sur cette terre.

« **143.2** À compter de l'entrée en vigueur du règlement prévu à l'article 143.1, la Communauté peut conclure une entente avec toute personne qui détient le droit de propriété ou un autre droit sur un immeuble situé dans le parc visé.

Une telle entente peut prévoir :

1° que la personne conserve son droit pour une certaine période ou avec certaines restrictions ;

2° que la personne accorde à la Communauté un droit de préemption ;

3° que la personne s'engage à ne pas faire d'améliorations ni de modifications à l'immeuble sans le consentement du comité exécutif ;

4° que la personne s'engage, en cas d'expropriation totale ou partielle de son droit, à ne réclamer aucune indemnité en raison d'une plus-value dont pourrait bénéficier l'immeuble ou le droit par suite de l'établissement du parc ou en raison d'améliorations ou de modifications apportées à l'immeuble.

L'entente peut également prévoir toute autre condition relative à l'utilisation de l'immeuble ou du droit.

« **143.3** La Communauté peut, par règlement, à l'égard du parc visé :

1° établir des règles pour protéger et conserver le milieu naturel et ses éléments ;

2° déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis ;

3° prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui séjourne, circule ou exerce une activité et fixer les droits qu'elle doit payer ;

4° prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes ;

5° prohiber ou réglementer l'utilisation de véhicules ;

6° prohiber le transport et la possession d'animaux ou prescrire les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui a la garde d'un animal ;

7° prohiber ou réglementer l'affichage ;

8° établir des règles pour maintenir l'ordre et pour assurer la propreté des lieux et le bien-être et la tranquillité des usagers ;

9° prohiber certaines activités récréatives ou prescrire les conditions de participation à de telles activités ;

10° prohiber ou réglementer l'exploitation de commerces ;

11° déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée ;

12° déterminer les pouvoirs et obligations des employés.

« **143.4** La Communauté peut, dans le parc visé, exploiter ou faire exploiter, à l'intention des usagers, des établissements d'hébergement, de restauration ou de commerce.

« **143.5** La Communauté, une municipalité régionale de comté et une municipalité locale peuvent conclure une entente en matière de parcs. ».

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**131.** Les éléments qui, en vertu des modifications à l'article 5 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme apportées par l'article 4

de la présente loi, s'ajoutent au contenu obligatoire d'un schéma d'aménagement doivent apparaître dans tout schéma d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine à compter du premier schéma révisé qu'elle adopte après le 31 janvier 1993 en suivant le processus prévu à la section VI.1 du chapitre I du titre I de cette loi édictée par l'article 26 de la présente loi.

Les documents qui, en vertu des modifications à l'article 7 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme apportées par l'article 6 de la présente loi, s'ajoutent à la liste des documents devant accompagner un schéma doivent accompagner tout schéma visé au premier alinéa.

Les éléments qui, en vertu de la modification à l'article 83 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme apportée par l'article 37 de la présente loi, s'ajoutent au contenu obligatoire d'un plan d'urbanisme doivent apparaître dans le plan d'une municipalité à compter de la première modification apportée à ce plan pour tenir compte de l'entrée en vigueur du premier schéma révisé, visé au premier alinéa, de la municipalité régionale de comté ou de la communauté urbaine concernée.

Les éléments visés au premier et au troisième alinéas peuvent être ajoutés au contenu d'un schéma ou d'un plan avant que leur insertion ne devienne obligatoire, comme s'ils étaient mentionnés à l'article 6 ou 84 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

**132.** Toute délégation faite en vertu du quatrième alinéa de l'article 46 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ou du quatrième alinéa de l'article 74 de cette loi et en vigueur le 31 janvier 1993 continue d'avoir effet, malgré la suppression de ces alinéas par les articles 7 et 33 de la présente loi, comme si elle avait été faite en vertu de l'article 237.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme édicté par l'article 77 de la présente loi.

**133.** Toute disposition du règlement de lotissement d'une municipalité locale adoptée en vertu du paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et en vigueur le 31 janvier 1993 continue d'avoir effet, malgré la suppression de ce paragraphe par l'article 48 de la présente loi, comme si elle avait été adoptée en vertu de l'article 117.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme édicté par l'article 50 de la présente loi.

Tout terrain cédé ou toute somme versée en vertu d'une telle disposition est réputé l'avoir été en vertu des dispositions édictées par l'article 50 de la présente loi.



**134.** Toute disposition d'un règlement d'une municipalité locale adoptée en vertu de l'article 116 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et en vigueur le 31 janvier 1993, qui impose une condition conforme au paragraphe 1° du premier alinéa de cet article tel qu'il se lisait à cette date, est réputée être modifiée de façon à imposer une condition conforme à ce paragraphe tel qu'il est modifié par l'article 49 de la présente loi.

Il en est de même, compte tenu des adaptations nécessaires, de toute disposition d'un règlement de contrôle intérimaire d'une municipalité régionale de comté, d'une communauté urbaine ou d'une municipalité locale qui reprend l'essence du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 62 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, tel qu'il se lisait avant sa modification par l'article 27 de la présente loi.

**135.** Toute disposition du règlement de construction d'une municipalité locale adoptée en vertu du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 118 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et en vigueur le 31 janvier 1993 est réputée être modifiée de la même façon que ce paragraphe est modifié par l'article 51 de la présente loi.

**136.** Le deuxième alinéa de l'article 246 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, édicté par l'article 80 de la présente loi, n'écarte pas les droits acquis au 31 janvier 1993 à l'égard de l'exercice de l'activité mentionnée à cet alinéa.

**137.** La révision du schéma d'aménagement d'une municipalité régionale de comté, dont le processus est commencé le 31 janvier 1993, continue d'être régie par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme telle qu'elle se lisait à cette date.

Toutefois, le conseil de la municipalité régionale de comté peut mettre fin à ce processus. Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution en ce sens, le secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté en transmet une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, à chaque municipalité locale dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté, à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission municipale du Québec.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution, le secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté en publie un avis dans un journal diffusé sur le territoire de celle-ci.

Pour l'application du présent article, une communauté urbaine et son secrétaire sont assimilés respectivement à une municipalité régionale de comté et à son secrétaire-trésorier.

**138.** La modification du schéma d'aménagement d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine, dont le processus est commencé le 31 janvier 1993, continue d'être régie par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme telle qu'elle se lisait à cette date.

Il en est de même pour la modification de tout plan d'urbanisme d'une municipalité locale, et de tout règlement d'une telle municipalité prévu par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, dont le processus est commencé le 31 janvier 1993.

**139.** Tout processus d'examen de la conformité d'une intervention gouvernementale visée au chapitre VI du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, qui est commencé le 31 janvier 1993, continue d'être régi par cette loi telle qu'elle se lisait à cette date.

**140.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1993, à l'exception du paragraphe 3° de l'article 25, qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement, et de l'article 62, qui entrera en vigueur à la même date que l'article 22 du chapitre 102 des lois de 1987.